



# LE DEVOIR

## LE DISCOURS DE GEORGE W. BUSH SUR L'ÉTAT DE L'UNION

PERSPECTIVES

### Convaincus?

**P**ourquoi la guerre maintenant? Dans ce que plusieurs annonçaient à Washington comme le discours le plus important de sa vie politique, le président George W. Bush avait avant tout à convaincre une opinion publique sceptique que l'Irak constitue une menace non seulement grave mais urgente.

Urgente pour le maintien de sa propre popularité — qui a eu tendance à fondre? L'année dernière, à pareille date, moins de six mois après les attentats du 11 septembre 2001, l'indice de popularité de M. Bush dépassait les 80%. Un chiffre qui tranche franchement avec les 60% d'appui que le président obtient maintenant, selon un sondage CNN-USA Today-Gallup publié hier. Du reste, il n'y a plus



Guy Taillefer

qu'un Américain sur deux qui approuve sa politique étrangère.

Les discours sur l'état de l'Union sont largement consacrés à des questions de politique intérieure — santé, emploi, éducation, économie... Autant de thèmes sur lesquels M. Bush s'était étendu l'année dernière dans le premier message de sa présidence au Capitole mais dont le monde n'avait retenu que la création d'un nouveau «concept», celui de l'«axe du mal» constitué de l'Irak, de l'Iran et de la Corée du Nord.

De son premier à son deuxième discours sur l'état de l'Union, l'année présidentielle s'est déroulée sous le signe exclusif de la menace et de l'incertitude. Ça ne risque pas de changer. L'économie — que M. Bush veut relancer en s'appuyant sur des baisses d'impôts massives — demeure dans un état poussif, grevée par les scandales financiers de l'été dernier. La guerre en Afghanistan, fût-elle de basse intensité, se poursuit. Oussama ben Laden n'a pas encore été capturé — mort ou vif. La Corée du Nord a redémarré son programme nucléaire. Et Ariel Sharon a remporté les élections hier en Israël.

D'avance, le porte-parole présidentiel Ari Fleischer avait annoncé lundi un discours sur l'état de l'Union «avec beaucoup de hauteur». Lire que l'objectif pour le président consiste à parler de sécurité mondiale en édulcorant les motivations des grandes pétrolières que l'«Américain moyen» soupçonne de plus en plus d'être à la base du projet d'intervention militaire en Irak.

VOIR PAGE A 8: CONVAINCUS ?



Le président américain George W. Bush est applaudi par les membres du Congrès peu avant de prononcer son discours sur l'état de l'Union, hier soir. Derrière lui se trouvent le vice-président Dick Cheney (à gauche) et le président de la Chambre des représentants, Dennis Hastert.

## Une quasi déclaration de guerre

CLAUDE LÉVESQUE  
LE DEVOIR

**L**e président George W. Bush a adressé hier soir au régime de Saddam Hussein un avertissement qui a toutes les apparences d'une déclaration de guerre.

Dans son discours sur l'état de l'Union, prononcé comme le veut la tradition devant les deux Chambres réunies du Congrès des États-Unis, M. Bush a répété toutes les accusations qu'il martèle depuis des mois contre le dictateur irakien. Pour faire bonne mesure, il y a ajouté les remarques formulées la veille par le chef des inspecteurs de l'ONU, Hans Blix, au sujet des missiles et des armes biologiques et chimiques que le régime pourrait encore posséder.

Utilisant l'argument patriotique pour «vendre» une éventuelle intervention sans l'assentiment du Conseil de sécurité de l'ONU, le président américain a dit: «Le devenir de cette nation ne dépend pas des décisions des autres.»

M. Bush a annoncé qu'il demandera au Conseil de sécurité de se réunir le 5 février pour discuter du dossier irakien, neuf jours avant la date prévue pour le dépôt d'un nouveau rapport des inspecteurs. Le secrétaire d'État Colin Powell devrait y présenter des informations additionnelles sur les armes prohibées que Bagdad est soupçonné de dissimuler.

Tout en promettant de consulter les autres membres du Conseil, George Bush a dit que «si Saddam Hussein ne désarme pas totalement, pour la sécurité de notre peuple et pour la paix du monde, nous allons mener une coalition pour le désarmer.»

A deux reprises, le président américain s'est adressé «au peuple irakien», non plus au conditionnel mais au futur de l'indicatif, la première fois pour lui dire que «nous vous libérerons»; la deuxième fois pour ajouter que, comme cela a été fait en Afghanistan, «nous allons apporter aux Irakiens de la nourriture, des médicaments [...] et la liberté.»

George W. Bush a par ailleurs affirmé que des informations émanant des

services de renseignements, de communications secrètes et de déclaration de personnes arrêtées montrent que le président irakien aide et protège des terroristes, y compris des membres du réseau al-Qaïda.

Toute la deuxième moitié du discours d'hier soir était consacré à l'Irak, dont il a accusé le régime de se moquer de l'ONU et de la communauté internationale. Au cours de la première demi-heure, M. Bush a abordé des questions de politique intérieure et, particulièrement, des sujets économiques. Entre les deux, il a annoncé une initiative de 15 milliards sur cinq ans destinée à combattre la pandémie du sida en Afrique.

Sur le plan intérieur, il a répété que l'économie chancelante doit être revigorée non pas par des dépenses publiques, mais par des allègements fiscaux susceptibles de relancer la demande des particuliers et l'investissement.

VOIR PAGE A 8: GUERRE

■ Des libéraux fédéraux refusent de suivre Bush aveuglément, page A 3

■ Moscou se rapproche de Washington, page A 5

### D'autres souverainistes se joignent à l'ADQ

**A**près un automne difficile, Mario Dumont passe à l'offensive en vue des prochaines élections en recrutant des candidats d'envergure auxquels il confie des dossiers de premier plan. Dans les couloirs de la permanence adéquate, on estimait que ces annonces devraient dissiper les doutes quant à la capacité de l'Action démocratique de recruter des candidats d'envergure et de ne pas sombrer dans l'improvisation. Après avoir accueilli il y a dix jours dans ses rangs le député bloquiste Pierre Brien, responsable du développement régional, l'Action démocratique a présenté hier l'économiste souverainiste Diane Bellemare, qui aura le dossier de l'emploi et de la main-d'œuvre. Demain, l'ADQ poursuit sur sa lancée et remet entre les mains du D<sup>r</sup> Joëlle Lescop, qui fut secrétaire générale du Collège des médecins pendant huit ans, le délicat dossier de la santé. Lundi prochain, l'ancien maire Pierre Bourque, dont les accointances souverainistes sont connues, fera le saut à son tour aux côtés de Mario Dumont.

■ À lire en page A 3

### Longueuil mène la vie dure au logement social

Deux projets viennent d'être bloqués

Les citoyens ont dit non et l'arrondissement a plié: deux projets de logements sociaux viennent d'être bloqués dans le Vieux-Longueuil. Même si la pénurie de logements y est pire qu'à Montréal, même si la construction de logements sociaux s'y est faite au compte-gouttes depuis cinq ans.

JOSÉE BOILEAU  
LE DEVOIR

**C**laire Desrosiers est bien embêtée. Elle dispose de près de 2,5 millions de dollars pour construire une vingtaine de logements pour d'itinérants et leurs enfants. Son projet est fin prêt: les plans ont même été acceptés par le conseil d'urbanisme de son arrondissement du Vieux-Longueuil, et des gens sont intéressés à y habiter.

Mais il n'y aura pas de projet car elle n'a pas de terrain. Ou plutôt, elle en avait un, boulevard Curé-Poirier. L'artère est



Les logements pour anciens itinérants, comme Michel Therrien, font défaut à Longueuil. Non pas faute d'argent ni même de terrain choisi, mais parce que des commerçants n'en veulent pas, et que la Ville ne réagit pas.

commerciale, mais les rues résidentielles commencent à quelques pas. Demander un changement de zonage pour de futurs logis n'apparaissait donc pas incongru. C'est d'ailleurs ce que le conseil d'arrondissement avait jugé en première lecture, en octobre dernier, et une offre d'achat avait été dûment complétée.

Mais une douzaine de commerçants du coin ont vu la chose d'un autre œil. Comme la réglementation municipale le leur permet, ils ont contesté le projet. Cela a été suffisant pour que l'arrondissement, par souci démocratique, le rejette pour de bon, début décembre.

VOIR PAGE A 8: LONGUEUIL

## Hôpitaux: une loi antidéficit inopérante

Québec ferme les yeux sur un trou de 300 millions

ROBERT DUTRISAC  
DE NOTRE BUREAU DE QUÉBEC

**E**n dépit de la loi antidéficit dans le réseau de la santé, le gouvernement fermera les yeux sur les déficits des hôpitaux cette année, une saignée qui atteindra les 300 millions à la fin de l'exercice, le 31 mars.

S'il baisse les bras pour l'année en cours, le ministère de la Santé et des Services sociaux exige toutefois des établissements et des régies régionales de la santé et des services sociaux (RSSS) que ce trou de 300 millions, ajouté aux déficits de 300 millions accumulés au cours des deux années antérieures, soit épongé d'ici quatre ans, soit à la fin l'exercice 2006-07. Il s'agit d'une ponction annuelle moyenne de 150 millions dans leur budget de fonctionnement. De plus, tous les hôpitaux devront stopper l'hémorragie et renouer avec l'équilibre financier dès l'an prochain.

VOIR PAGE A 8: HÔPITAUX

### RÉGION DE L'AMIANTE

#### Noranda ferme Magnola

■ À lire en page B 1

### Élections israéliennes



Une jeune femme manifestait sa joie à Tel-Aviv après la confirmation de la victoire du premier ministre Ariel Sharon, hier.

## «Sharon, roi d'Israël»

■ Le Likoud obtient la majorité qu'il cherchait

■ Défaite historique des travaillistes

CHRISTIAN RIOUX  
ENVOYÉ DU DEVOIR

**J**érusalem — Ariel Sharon a décroché la victoire qu'il espérait. Malgré un scrutin qui n'a guère soulevé les passions, les Israéliens ont réélu hier le candidat du Likoud avec une majorité sans précédent. «Sharon, roi d'Israël», ont entonné ses partisans réunis au centre des congrès de Tel-Aviv. En faisant élire 36 députés, le Likoud devient la première force politique du pays. Il contrôlera plus du quart des 120 sièges que compte la Knesset, le Parlement israélien.

Les travaillistes, de leur côté, essuient une défaite historique avec seulement 18 députés. Pour la première fois de son histoire, le parti qui a fondé Israël n'est plus le premier parti du pays. Tous les partis dits du camp des «colombes» (qui ont soutenu les accords d'Oslo) ont connu le même sort hier. Les centristes de Meretz n'obtiennent que cinq députés.

VOIR PAGE A 8: LIKOU

■ L'éditorial de Serge Truffaut, page A 6: La quadrature du cercle israélienne

### INDEX

Actualités ..... A2	Éditorial ..... A6
Annonces ..... B6	Idées ..... A7
Avis publics .. B5	Météo ..... B5
Bourse ..... B2	Monde ..... A5
Carrières ..... B4	Mots croisés. B5
Culture ..... B8	Sports ..... B6
Économie ..... B1	Télévision ..... B7

7 8513 00066 5

# LES ACTUALITÉS

ONTARIO

## La justice pose des limites à la chasse aux producteurs de pot

Les policiers devront obtenir l'aval d'un juge avant d'utiliser une caméra de détection à infrarouge

BRIAN MYLES  
LE DEVOIR

Le recours à des caméras à infrarouge pour détecter la présence de marijuana à l'intérieur d'une maison constitue une intrusion de nature «orwellienne» dans la vie privée des citoyens, a tranché la Cour d'appel de l'Ontario. Dans une décision unanime, les trois juges ontariens ont acquitté Walter Tessling d'une accusation de possession de marijuana en vue d'en faire le trafic. La GRC avait saisi de grandes quantités de cannabis chez cet homme vivant dans la région de Windsor, en avril 1999, grâce à l'utilisation de caméras de détection à infrarouge.

Les policiers nord-américains ont de plus en plus souvent recours à des caméras de ce type dans les enquêtes sur les producteurs de marijuana puisque celles-ci leur permettent de mesurer la chaleur qui se dégage d'une résidence. Ils en arrivent à détecter les plantations intérieures en raison de leur signature thermique distincte. Les lampes utilisées pour les cultures hydroponiques génèrent en effet une chaleur plus élevée que celles d'un foyer normal.

Les policiers de la GRC avaient déployé cette technologie contre M. Tessling après avoir reçu l'appel de deux sources anonymes leur indiquant que l'individu cultivait de la marijuana à partir de

chez-lui pour ensuite la revendre sur le marché noir.

### Intrusion subtile

Selon la Cour d'appel de l'Ontario, les enquêteurs de la GRC ont porté une grave atteinte au droit à la vie privée de Walter Tessling, garanti par la Charte canadienne des droits et libertés. «Il s'agit d'une intrusion de l'État dans la sphère la plus protégée de la vie privée: le domicile.»

«Les émanations thermiques mesurées (par ces caméras) ne sont pas visibles à l'œil nu et ne peuvent pas être quantifiées sans cette technologie. La nature de l'intrusion est subtile mais presque orwellienne dans son potentiel», a estimé la Cour d'appel de l'Ontario.

En d'autres mots, la chaleur qui se dégage de votre foyer, peu importe son origine, est de nature privée.

Le jugement ne signe par l'arrêt de mort de l'utilisation des caméras à infrarouge pour autant. À l'avenir, les policiers ontariens devront obtenir un mandat de perquisition, délivré en bonne et due forme par un juge, avant d'y recourir.

La décision de la Cour d'appel de l'Ontario n'est pas isolée. En 2001, la Cour suprême des États-Unis avait statué que le recours aux caméras à infrarouge, sans mandat de perquisition, était illégal. Toute cette belle jurisprudence n'a pas force de loi au Québec, mais elle risque d'en inspirer plus d'un...

## Charest veut qu'Ottawa élimine une taxe sur l'essence

TOMMY CHOUINARD  
LE DEVOIR

Saguenay — Le chef libéral, Jean Charest, estime que le gouvernement fédéral devrait éliminer la taxe sur l'essence de 1,5 ¢ mise en place en 1995 pour lut-

ter contre le déficit. Ce déficit a été éliminé en 1998 mais la taxe, elle, est demeurée.

Cette taxation aurait permis au gouvernement fédéral d'amasser quelque 750 millions seulement au Québec, selon M. Charest. «Un gouvernement qui taxe pour équilibrer son budget, et qui équilibre son budget, devrait éliminer la taxe qu'il a proposée», a-t-il dit au cours d'un point de presse tenu durant le caucus de son parti, qui se tient à Saguenay jusqu'à demain.

S'il était porté au pouvoir, M. Charest refuserait de récupérer cette

taxe pour financer le transport en commun, contrairement à ce qu'a déjà indiqué l'actuel ministre des Transports, Serge Ménard. «Au Québec, les citoyens sont les plus taxés en Amérique du Nord et les plus taxés après Terre-Neuve sur l'essence», a indiqué le chef libéral.

Organismes génétiquement modifiés

## Greenpeace propose son guide alimentaire «amélioré»

PAULINE GRAVEL  
LE DEVOIR

Greenpeace a lancé hier une nouvelle édition de son guide des produits alimentaires avec ou sans OGM, édition qui s'est enrichie d'une section consacrée aux aliments pour bébés et jeunes enfants. Cette nouvelle version comprend désormais les produits de marque maison Sélection Mérite de la chaîne Métro et Super C, absents des exemplaires précédents.

À défaut d'un étiquetage obligatoire des OGM au Canada, Greenpeace a donc réitéré la publication de son guide afin de permettre aux consommateurs de faire un choix éclairé. «Entre 60 et 75 % des aliments transformés offerts dans les épiceries canadiennes contiendraient des OGM, en l'occurrence du soja, du canola ou du maïs transgéniques, a rappelé Eric Darier, de Greenpeace. Une quarantaine d'OGM sont actuellement autorisés au Canada, et l'Agence canadienne d'inspection des aliments [ACIA] prévoit d'en approuver la commercialisation de 500 autres d'ici cinq ans.»

Les 50 000 exemplaires couverts du nouveau guide répertorient plus de 1200 produits, allant des aliments congelés aux céréales en passant par les desserts et les sucreries. Sur la liste verte figurent bien sûr les aliments dont on peut être certain qu'ils ne contiennent pas d'OGM. Greenpeace assure que ces aliments sont exempts d'OGM sur la foi de déclarations écrites et de certificats attestant que le produit est biologique. La liste rouge regroupe quant à elle des produits offerts par des fabricants qui ne garantissent pas d'avoir utilisé des ingrédients sans OGM.

La section réservée aux aliments pour bébés s'imposait car ceux-ci représentent une population particulièrement vulnérable, a souligné Laure Waridel, cofondatrice d'Equiterre et instigatrice de la campagne «Un juste café». Jeune

maman, Laure Waridel réclame une interdiction totale des OGM dans les aliments pour nourrissons. «Les bébés et les jeunes enfants constituent une population à risque car leur système immunitaire n'a pas atteint sa pleine maturité. De plus, ils ingèrent une très grande quantité de nourriture proportionnellement à leur poids, ce qui les rend d'autant plus à risque», dit-elle.

Diane Decelles, chef des nutritionnistes cliniques à l'hôpital Sainte-Justine, corrobore ces propos. «La première année de vie d'un enfant correspond à une période de croissance très importante qui s'accompagne de besoins énergétiques très élevés, précise-t-elle. De plus, le système immunitaire du jeune enfant est plus fragile, c'est pourquoi nous recommandons de poursuivre l'allaitement maternel le plus longtemps possible.»

Diane Decelles s'inquiète des problèmes d'allergies qui pourraient survenir si on commençait à insérer, par exemple, des gènes de poisson dans certains fruits ou légumes afin qu'ils résistent mieux au froid. «Des aliments que l'on croyait inoffensifs pourraient devenir allergènes, dit-elle. C'est inquiétant pour nos enfants, d'autant qu'avec l'ajout de nouvelles protéines dans certains aliments, il deviendra plus difficile de déterminer la source alimentaire responsable d'une allergie.»

Les divers partenaires de Greenpeace qui appuyaient le lancement du nouveau guide ont martelé en chœur que «le droit des consommateurs de savoir ce qu'ils mangent est un droit fondamental».

«C'est un droit absolu que l'on doit défendre», a insisté l'ancien ministre péquiste Robert Perreault, aujourd'hui président du Conseil régional de l'environnement de Montréal.

Selon M. Perreault, le guide de Greenpeace est également un instrument d'action qui vise à inciter le gouvernement à se doter d'un étiquetage obligatoire et à appliquer le principe de précaution.

zip

Vous propose désormais davantage de destinations tout en vous permettant de réaliser des économies.



Winnipeg  
à partir de **182 \$** aller simple

Calgary ou  
Edmonton

à partir de **238 \$** aller simple



Vancouver ou  
Abbotsford  
à partir de **260 \$** aller simple



Les places sont limitées.  
Il ne faut donc pas tarder.  
Le solde prend fin le 5 février!



- milles Aéroplan™
- plus d'espace
- sièges préattribués
- service chaleureux et attentionné «ZIP»

www.4321zip.com

1.866.4321zip (432.1947)


ou voyez votre agent de voyages



zip

Pour votre prochain voyage, volez Zip!

Ces tarifs s'appliquent aux allers simples, aux nouvelles réservations seulement et sont non remboursables. Les taxes, les redevances de NAV Canada, les assurances, les droits de sûreté des passagers du transport aérien, le supplément carburant, et les frais d'aéroport ne sont pas inclus. Les places sont limitées et sous réserve des disponibilités. Ces tarifs spéciaux sont en vigueur jusqu'au 4 février 2003, inclusivement, et tout voyage à l'égard de ces tarifs doit être effectué entre le 2 février et le 15 mars 2003. Cette offre est sous réserve des disponibilités. Le rabais s'applique uniquement aux réservations effectuées en ligne. L'achat du billet à l'avance est obligatoire. Tous les vols sont exploités par ZIP Air Inc. Ces vols permettent d'accumuler des milles Aéroplan™ à raison de 50 % des milles réellement parcourus et constituent des milles-privilèges. D'autres conditions peuvent s'appliquer. Pour de plus amples renseignements, consultez le site Web de ZIP à 4321zip.com. Aéroplan™ est une marque déposée de Société en commandite Aéroplan.



### LES GRANDS PRIX QUÉBÉCOIS DE LA QUALITÉ

ÉDITION 2003

#### APPEL PUBLIC DE CANDIDATURES

Les Grands Prix québécois de la qualité constituent la plus haute distinction remise par le Premier ministre du Québec aux entreprises privées et organismes publics les plus performants.

**Objectifs**  
Les Grands Prix québécois de la qualité visent à reconnaître publiquement les entreprises privées et organismes publics du Québec qui ont réussi à appliquer les meilleures pratiques de gestion à tous les aspects de leurs activités et qui ont obtenu des résultats remarquables.

**Critères d'admissibilité**  
Toute organisation, qu'elle soit manufacturière, de services, commerciale, publique ou privée, à but lucratif ou non, et qui a un établissement au Québec, est admissible à un des Grands Prix. La seule exigence est que les principales décisions, concernant la gestion de la qualité ou l'application de la stratégie émanant du siège social, résultent directement de l'organisation (unité de production ou de services autonomes).


**Mise en candidature**  
Les entreprises privées et les organismes publics intéressés à poser leur candidature peuvent obtenir les documents de mise en candidature auprès du Mouvement québécois de la qualité ou du ministère des Finances, de l'Économie et de la Recherche ainsi que sur les sites web suivants : [www.mic.gouv.qc.ca](http://www.mic.gouv.qc.ca) ou [www.qualite.qc.ca](http://www.qualite.qc.ca).

**Période d'inscription**  
Les organisations intéressées à poser leur candidature aux Grands Prix québécois de la qualité, édition 2003 ont jusqu'au 9 avril inclusivement pour nous faire parvenir leur dossier complet.

**Renseignements :**

<p><b>Madame Assia Akouche</b> Mouvement québécois de la qualité 360, rue Saint-Jacques Ouest Bureau 1710 Montréal (Québec) H2Y 1P5 Téléphone : (514) 874-9933/ poste 228 Télécopieur : (514) 866-4600</p>	<p><b>Madame Sonia Leclerc</b> Direction du développement des entreprises et des affaires Mission Industrie et Commerce Ministère des Finances, de l'Économie et de la Recherche 380, rue Saint-Antoine Ouest, 5<sup>e</sup> étage Montréal (Québec) H2Y 3X7 Téléphone : (514) 499-6531 Télécopieur : (514) 873-9912</p>
--	--

En partenariat avec :



Finances, Économie et Recherche Québec

LE DEVOIR

## LE MONDE

IRAQ

## Moscou se rapproche de Washington

La Turquie autorisera le passage de soldats américains en cas de guerre

D'APRÈS L'AGENCE FRANCE-PRESSE

Moscou — La Russie s'est rapprochée hier de Washington dans le dossier irakien, alors que Bagdad mettait au défi les Américains de prouver leurs accusations en matière de développement d'armes chimiques et biologiques et menaçait d'attaquer le Koweït en cas de guerre.

De son côté, la Turquie autorisera le passage sur son territoire de 20 000 soldats américains vers le nord de l'Irak, selon un projet d'accord entre Washington et Ankara, ont indiqué hier des responsables américains.

A Washington, un responsable a indiqué que l'administration américaine étudiait la possibilité de présenter prochainement au Conseil de sécurité des preuves de violations irakiennes, alors que de nombreuses voix, notamment en Europe et dans le monde arabo-musulman, s'élevaient pour demander que se prolonge en Irak la mission des inspecteurs du désarmement mandatés par l'ONU. Au lendemain du rapport — sévère pour Bagdad — des chefs de ces inspecteurs devant le Conseil de sécurité des Nations unies, le président russe Vladimir Poutine a menacé de se rallier au sein du Conseil à une position plus dure, aux côtés des Américains, si l'Irak entravait le travail des inspecteurs.

«Si l'Irak commence à gêner le travail des inspecteurs, la Russie pourra modifier sa position et se mettre d'accord avec les États-Unis pour élaborer de nouvelles décisions, plus dures, au Conseil de sécurité», a déclaré M. Poutine devant des étudiants de l'université de Kiev, en soulignant que Moscou n'avait en général aucun intérêt à un affrontement avec Washington.

Les inspecteurs de l'ONU ont demandé à interroger en privé 16 responsables irakiens, mais aucun entretien privé n'a pu encore avoir lieu, a déclaré le porte-parole

des Nations unies à Bagdad, Hiro Ueki.

Bagdad a accusé les chefs des inspecteurs de l'ONU, Hans Blix et Mohamed el-Baradei, d'avoir «amplifié» les points négatifs et minimisé les points positifs dans leur rapport de lundi, mais s'est néanmoins engagé à «continuer à coopérer activement» avec les inspecteurs, dans une lettre du chef de la diplomatie Naji Sabri au secrétaire général de l'ONU, Kofi Annan.

Bagdad a par ailleurs menacé le Koweït d'une attaque en cas de guerre. «S'il y avait une attaque à partir du Koweït, je ne peux pas dire que nous ne riposterions pas», a déclaré le vice-premier ministre irakien Tarek Aziz à la chaîne de télévision canadienne CBC. L'Irak «paiera cher» une nouvelle agression contre l'émirat, a riposté le Koweït.

L'Irak agit en «violation patente» de la résolution 1441 de l'ONU, mais la guerre n'est «pas inévitable», a affirmé à Londres Jack Straw, le ministre des Affaires étrangères britannique.

Le porte-parole de la Maison-Blanche, Ari Fleischer, a affirmé que le président George W. Bush n'avait pas encore tranché en faveur d'une intervention militaire pour désarmer l'Irak. Toujours selon M. Fleischer, une deuxième résolution de l'ONU pour autoriser un recours à la force serait «souhaitable mais pas obligatoire».

Selon un accord conclu avec les États-Unis, la Turquie accepterait que jusqu'à 20 000 soldats américains transitent par son territoire pour entrer dans le nord de l'Irak. Cinq mille autres seraient autorisés à stationner en Turquie pour fournir un soutien logistique à ces troupes terrestres, ont précisé des responsables américains sous le couvert de l'anonymat. Cet accord, qui doit encore recevoir le feu vert du Parlement turc, permettra au Pentagone de prévoir un second front en Irak en cas d'offensive militaire contre le régime de Saddam Hussein.



Le président russe, Vladimir Poutine, a prononcé hier un discours qui va dans le sens de la position américaine.

## Norman Schwarzkopf plaide pour que les inspecteurs disposent de plus de temps

41 Prix Nobel américains se prononcent contre un déclenchement unilatéral

REUTERS ET AGENCE FRANCE-PRESSE

Washington — L'ancien commandant en chef de l'armée américaine pendant la guerre du Golfe, Norman Schwarzkopf, estime qu'il a besoin de plus d'information avant de soutenir une intervention militaire en Irak, a rapporté hier le Washington Post.

«L'idée de Saddam Hussein avec une puissance nucléaire fait froid dans le dos, on est d'accord?», a dit Schwarzkopf. «Maintenant, ceci étant dit, je ne sais pas de quels renseignements dispose le gouvernement américain. Et avant que je me lève et dise: "Sans l'ombre d'un doute, il faut que nous envahissions l'Irak", j'estime qu'il me faudrait un peu plus d'information.»

Schwarzkopf a indiqué que les inspecteurs en désarmement de l'ONU devraient disposer du temps dont ils ont besoin pour mener à bien leur mission. «Je pense qu'il est très important pour nous d'attendre et de voir ce que les inspecteurs nous rapportent, en espérant que cela soit concluant», a-t-il dit.

Schwarzkopf s'est dit impressionné par le secrétaire d'Etat, Colin Powell, avant d'émettre des réserves sur le secrétaire à la Défense, Donald Rumsfeld. «Quand il fait ses commentaires, il apparaît qu'il a peu de considération pour l'armée», a souligné Schwarzkopf.

Schwarzkopf a commandé les forces américaines

lors de la guerre du Golfe, en 1991. Proche de la famille Bush, il a mené campagne en Floride en 2000 avec le vice-président Dick Cheney, ancien secrétaire à la Défense.

D'autre part, quarante et un Prix Nobel américains ont signé une déclaration contre le déclenchement unilatéral par les États-Unis d'une guerre contre l'Irak.

«Les soussignés s'opposent à une guerre préventive contre l'Irak sans un large soutien international», affirment les chercheurs dans ce texte qu'ils devaient diffuser hier au Congrès, quelques heures avant le discours annuel du président George W. Bush sur l'état de l'Union.

«Des opérations militaires contre l'Irak pourraient certes conduire à une victoire relativement rapide, à court terme. Mais la guerre se caractérise par la surprise, les pertes humaines et les conséquences involontaires», écrivent les Prix Nobel dans un texte qui tient en quatre phrases. «Même en cas de victoire, nous croyons que les conséquences médicales, économiques, environnementales, morales, spirituelles, politiques et juridiques d'une attaque préventive contre l'Irak ne protégeraient pas mais nuiraient à la sécurité des États-Unis et à leur rang dans le monde.»

Les signataires, tous des hommes, sont lauréats des prix Nobel de physique, de chimie, d'économie et de

médecine. Parmi eux figurent d'anciens conseillers du département américain de la Défense ou des scientifiques ayant participé à des programmes militaires, comme Norman Ramsey, ancien directeur du projet Manhattan, qui, à ce titre, avait contribué à la mise au point de la première bombe atomique américaine.

Le public peut exprimer son soutien à cette déclaration par le truchement d'un forum Internet ([www.nobellaureatesoniraq.org](http://www.nobellaureatesoniraq.org)).

## L'ancien inspecteur Butler

Par ailleurs, l'ex-secrétaire des inspecteurs de l'ONU en Irak, l'Australien Richard Butler, a averti hier les États-Unis qu'ils provoqueraient un tollé international s'ils attaquaient l'Irak sans le feu vert des Nations unies.

M. Butler a estimé que le président George W. Bush et le premier ministre britannique Tony Blair réclameraient un second rapport de M. Blix pour la mi-février. «Du 15 février à la fin du mois, nous serons dans la période où le Conseil de sécurité décidera collectivement de prendre des mesures contre l'Irak ou bien où les États-Unis, la Grande-Bretagne et, semble-t-il maintenant, l'Australie, décideront d'agir seuls», a-t-il dit à la télévision. Mais il a jugé «sidérant» que les États-Unis envisagent d'attaquer l'Irak avec 800 missiles de croisières dans les premières 48 heures «et même éventuellement l'utilisation d'armes atomiques».

EN BREF

## Libération imminente de deux journalistes

Bogotá (AFP) — La libération imminente des deux journalistes du quotidien américain *Los Angeles Times*, l'Américain Scott Dalton et la Britannique Ruth Morris, enlevés par l'ELN le 21 janvier en Colombie, a été annoncée hier par le chef militaire de cette guérilla, Antonio Garcia. Cette nouvelle a été connue peu après que la même radio RCN eut annoncé la libération de cinq membres d'une de ses équipes, enlevés depuis dimanche par les Forces armées révolutionnaires de Colombie (FARC, marxistes), principale guérilla avec 17 000 hommes. Le rapt de Scott Dalton et de Ruth Morris, disparus après avoir été interceptés il y a une semaine près d'Arauca, à 300 km au nord-est de Bogotá, avait été revendiqué jeudi par le Front oriental de l'ELN, seconde guérilla en nombre avec 4500 hommes.

## HRW condamne l'exécution d'un Tibétain

New York (AFP) — L'organisation de défense des droits de l'homme Human Rights Watch (HRW) a condamné hier l'exécution en Chine d'un Tibétain jugé coupable d'être l'auteur d'une série d'attentats à la bombe. Dans un communiqué publié à New York, l'organisation estime que son procès n'avait pas été équitable et que l'exécution a eu lieu trop rapidement. Lobsang Dhondup était l'un des deux Tibétains accusés d'avoir organisé l'attentat à la bombe en avril dans la ville de Chengdu, capitale de la province du Sichuan, qui avait fait un mort et un blessé, et d'être à l'origine de deux autres explosions, dans la même province. HRW a souligné que l'agence officielle chinoise Chine Nouvelle avait indiqué que la peine de mort avait été appliquée pour «crimes de terreur» et estimé que la guerre contre le terrorisme était de plus en plus souvent utilisée dans des cas politiquement sensibles. L'organisation a également souligné que les seules preuves rendues publiques étaient les aveux supposés de Dhondup.

## Rectificatif

Une erreur dans un titre a gonflé le nombre des ressortissants irakiens dont le FBI recherche la trace aux États-Unis. Il s'agissait évidemment de milliers et non de millions de personnes. Nos excuses.

Côte d'Ivoire

## «Je suis xénophobe, ya quoi?»

Le président ivoirien Laurent Gbagbo a réaffirmé hier qu'il ne démissionnera pas, pour ne pas livrer la Côte d'Ivoire à la guerre civile. La Côte d'Ivoire est confrontée depuis le 19 septembre à une crise politico-militaire. Les mouvements rebelles qui occupent la moitié du pays réclamaient la démission du chef de l'État. Un accord signé le 24 janvier en France maintient le président Gbagbo au pouvoir en échange d'importantes délégations de ses pouvoirs au profit d'un gouvernement d'union. Portrait des plus radicaux parmi ses partisans.

VIRGINIE GOMEZ  
LIBÉRATION

Abidjan — Sur les t-shirts qu'ils distribuent, sur les pancartes qu'ils brandissent lors des manifestations, ils revendiquent la haine: «Je suis xénophobe, ya quoi (et alors)?», «Mouvement des xénophobes radicaux».

Leur philosophie est essentiellement anti-étrangers d'une manière générale, antiburkinabés surtout, anti-français chaque jour un peu plus, anti-Ouattara (le dirigeant du Rassemblement des républicains, principal parti d'opposition), anti-négociations... Ils sont le fer de lance du régime, ce sont eux qui se sont précipités lors de l'appel à la mobilisation générale du gouvernement en décembre, provoquant dans les ambassades un mouvement de panique.

L'ancien ambassadeur de France les avait qualifiés, peu diplomatiquement, de «petits fascistes».

Arpentant les rues par milliers, ils incarnent bruyamment «les Ivoiriens», ou encore «le peuple souverain», mécontents des accords de Marcoussis. Parmi eux se trouvent beaucoup de jeunes des quartiers pauvres d'Abidjan. Ce n'est pas un hasard si Yopougon, un fief du Front populaire ivoirien, parti de Laurent Gbagbo, fut l'une des premières communes à bouger. L'engagement se conjugue avec l'opportunisme. En pillant les boutiques et les domiciles des Français et des Burkinabés, on réalise les objectifs politiques et, éventuellement, un profit. Selon Charles Blé Goudé, général de la jeunesse, ces pillards sont des «infiltrés».

Blé Goudé et quelques autres leaders jouent un rôle clé dans l'organisation et l'animation de l'Alliance

de la jeunesse, fondée au début des troubles. La plupart sont d'ethnie bété, comme le chef de l'État. Ce sont eux qui mobilisent les troupes et les canalisent vers les principaux objectifs, camp militaire français ou ambassade.

Dominique de Villepin les a qualifiés d'extrémistes. Ils élaborent la rhétorique et les slogans: «A chacun son Français» connaît une fortune particulière, il a résonné désagréablement aux oreilles des ressortissants menacés, il a été repris hier matin devant l'ambassade des États-Unis, où se tenait un grand meeting pour demander le soutien américain contre «la France qui offre la Côte d'Ivoire à Ouattara et aux rebelles», comme l'affirment les quotidiens proches du pouvoir.

## Attaque terroriste

Autre soutien indéfectible de Laurent Gbagbo, les médias d'Etat, purgés au début de la crise, suivent la ligne dure. Qualifiée d'attaque terroriste, sans cesse ramenée à l'intervention de pays étrangers, la crise est née dans une dimension ivoiro-ivoirienne, sinon pour fustiger Ouattara. Virulente, la radio n'hésite pas à diffuser, par l'entremise des interventions de partisans excités, des appels aux meurtres. Quant à la télévision, elle a suggéré, au début de la guerre, l'expulsion pure et simple de 500 000 Burkinabés.

Les radios étrangères n'émettent plus en FM depuis septembre dans les zones gouvernementales.

Après l'annonce des résultats des accords de Marcoussis vendredi, Charles Blé Goudé contenait sa colère: «Nous attendons la parole du président», furent alors les mots de ce disciple inconditionnel. Le lendemain soir, les premières marches commençaient, le 43<sup>e</sup> bataillon d'infanterie de marine était attaqué. «Je ne vous trahirai jamais», leur a lancé Laurent Gbagbo, qui les a reçus dimanche, ajoutant que si la situation devenait intenable, alors il démissionnerait.

Dans la manifestation de mercredi devant l'ambassade des États-Unis, sont apparus aussi des «gens en costume». Fonctionnaires, professeurs, petits salariés et planteurs de la boucle du cacao du pays bété constituent l'essentiel de la base du FPI. Aux élections de 2000, dont le RDR et le Parti démocratique de Côte d'Ivoire d'Henri Konan Bédié avaient été exclus, Gbagbo, qui se présentait contre le chef de la junte, avait obtenu officiellement un million de voix sur un corps électoral potentiel de plus de cinq millions d'électeurs, dans un pays de 15 millions d'habitants. Reste à savoir si le FPI est aussi soudé que par le passé.

Mouvis Dacourey Tabley, représentant du principal mouvement rebelle, fut aussi l'un des fondateurs de ce parti.

«Altermondialisation»

## Porto Alegre célèbre la victoire de l'utopie

NICOLAS WINNING  
REUTERS

Porto Alegre — Le troisième Forum social mondial de Porto Alegre s'est achevé hier dans l'ambiance exubérante qui a présidé à ces six jours de mobilisation en faveur de l'«altermondialisation», concept fondé sur l'idée qu'un autre monde est possible.

«Nous sommes en train de créer un nouveau climat social et politique dans le monde», a lancé Candido Grzybowski, l'un des organisateurs de l'événement conçu comme une solution de remplacement au Forum économique mondial de Davos, qui regroupe au même moment le gratin des décideurs dans la célèbre station des Grisons.

«Nous n'avons pas peur d'affirmer que nous rêvons», a-t-il ajouté, célébrant le succès de la manifestation.

Selon les organisateurs, la troisième édition du FSM a rassemblé pas moins de 100 000 personnes dans cette petite ville de l'État brésilien de Rio Grande do Sul, soit près du double de l'affluence enregistrée en 2002.

Outre les innombrables groupes de réflexion, séminaires et autres débats sur le partage des fruits de la croissance, le commerce équitable ou la démocratie participative, le Forum a été marqué par l'organisation jeudi d'un vaste défilé pacifiste contre les menaces de guerre en Irak et a culminé vendredi par le discours du président brésilien Luis Inacio «Lula» da Silva, premier chef d'Etat à s'exprimer à Porto Alegre.

L'ancien ouvrier métallo, promu depuis son élection triomphale au rang de symbole de la cause sociale en Amérique latine, s'est ensuite fait le porte-parole du FSM en suisse.

«Cette année, grâce à vous et au Forum social mondial, j'ai été invité à Davos, a-t-il lancé. Bien que nous soyons à des milliers de kilomètres de là, la vérité est que Davos n'a plus la même force après le forum de Porto Alegre.»

Ignacio Ramonet, rédacteur en chef du *Monde diplomatique* et cofondateur du FSM, attribue quant à lui le succès de l'événement aux souffrances que le néolibéralisme a infligées à l'Amérique latine.

«Le moment est venu d'entamer un nouveau cycle en Amérique latine, a-t-il souligné samedi. Il y a eu le cycle de la violence et des dictatures, suivi du cycle du néolibéralisme et des démocraties parlementaires, à présent s'ouvre un nouveau cycle avec l'émergence des partisans des réformes sociales.»

Aucune déclaration finale n'est venue ponctuer la manifestation. Son édition 2004 se déroulera en Inde, afin de porter l'attention sur la situation des continents asiatique et africain.

## Violents combats dans le sud de l'Afghanistan

REUTERS

Kaboul — Au moins 18 rebelles ont été tués lors de violents combats avec les forces américaines et afghanes près de Spin Boldak, dans le sud de l'Afghanistan, ont rapporté hier des responsables militaires afghans et américains.

Il s'agit du plus important combat dans le pays depuis près d'un an. Les affrontements ont éclaté dans les montagnes d'Adir Ghar, au nord de Spin Boldak, où des renforts ont été envoyés hier, a-t-on précisé de mêmes sources.

Les opérations se poursuivaient hier. Cette concentration de rebelles constitue le plus important rassemblement de forces ennemies depuis l'opération Anaconda en mars dernier, a précisé le porte-parole des forces militaires américaines, le colonel Roger King.

Des avions B-1, AC-130 et F-16, appuyés par des hélicoptères Apache, ont pilonné pendant plus de 12 heures leurs positions situées dans les montagnes, près de la frontière pakistanaise.

Selon King, il a été lâché 19 bombes d'une tonne et deux bombes de 250 kilos sur les rebelles cachés dans des grottes.

Les forces américaines cherchent à savoir combien de rebelles se sont infiltrés dans la région, bien que de premières informations laissent penser qu'ils sont un groupe de 80 hommes.

Selon des responsables du gouvernement afghan, les combats ont démarré au nord de la ville de Spin Boldak, où des forces américaines ont essuyé des coups de feu d'armes légères alors qu'ils inspectaient un complexe.

En ripostant, ils ont tué un rebelle et en ont capturé un autre qui les a informés que 80 hommes se cachaient dans les montagnes.

Des hélicoptères Apache, appelés en renfort, ont essuyé des coups de feu, déclenchant aussitôt des interventions au sol et aéroportées.

Un responsable afghan n'a pas exclu que l'ancien chef de la police talibane de Kandahar, Hafiz Abdul Majeed, ainsi que d'autres talibans, comme l'ancien commandant Hafiz Abdur Raheem, puissent diriger les rebelles.

Khalid Khan Achakzai, représentant du ministère des Affaires étrangères dans la ville frontalière de Spin Boldak, a précisé que des avions de combat américains avaient été mobilisés pour bombarder la zone d'Ataghar, proche de la ville.

L'opération américano-afghane a fait suite à l'arrestation d'un membre de l'ex-régime des talibans courant janvier, a dit Achakzai, ajoutant que les forces de la coalition recherchaient un haut commandant des talibans du nom de Hafiz Abdur Rahim.

Des milliers de soldats américains et alliés parcourent l'Afghanistan pour y rechercher des fuyards du régime des talibans et du réseau al-Qaïda d'Oussama ben Laden.

## LE DEVOIR

## ACTUALITÉS

## CONVAINCUS ?

SUIVE DE LA PAGE 1

Sauf que M. Bush a fait preuve hier de beaucoup plus de virulence que de hauteur: il a dénoncé de façon détaillée les violations commises par Bagdad des résolutions du Conseil de sécurité sur les armes de destruction massive. Il a pratiquement conclu à l'inutilité des inspections de l'ONU pour désarmer durablement l'Irak. Il a martelé très agressivement la thèse des «frappes préventives» contre le terrorisme en général et contre l'Irak en particulier. Et il a complètement balayé les oppositions au sein de la communauté internationale, affirmant avec une clarté sans précédent que les États-Unis n'hésiteraient pas à intervenir sans la bénédiction du Conseil de sécurité.

Ce qui ne l'a pas empêché de se présenter comme un défenseur de la paix et de la liberté. Aussi, ses discours contenaient-il des perles qui feront bondir d'incrédulité partout dans le monde. «Le drapeau américain, a-t-il notamment déclaré, représente davantage que notre puissance et nos intérêts.» Plus tard, il a dit: «Les États-Unis sont un pays puissant, et honorable dans l'usage de leur force. Nous exerçons le pouvoir sans conquête...»

Si M. Bush a convaincu hier son opinion, il le devra aux munitions de légitimité que lui a fournies, de façon apparemment inattendue, le rapport d'étape déposé la veille au Conseil de sécurité par l'inspecteur en chef du désarmement, Hans Blix, que personne n'a jamais accusé de chercher la guerre. Il avait été décidé depuis plusieurs semaines que le président prononcerait son discours au lendemain du dépôt du rapport. Peu d'observateurs s'attendaient à ce que M. Blix se montre aussi peu satisfait de la collaboration offerte par le régime irakien.

La quasi-déclaration de guerre faite hier soir par M. Bush creuse l'impression d'inevitabilité. «C'est le début de la phase finale», avait déclaré lundi un proche conseiller du président, tandis que la Russie, jusqu'à maintenant réticente à la guerre, menaçait hier Bagdad «de se mettre d'accord» avec les États-Unis. M. Bush a annoncé dans son discours que son secrétaire d'Etat Colin Powell ferait état mercredi prochain au Conseil de sécurité de preuves que l'Irak a activement dissimulé des armes interdites aux inspecteurs de l'ONU. Nombre d'experts prédisaient hier que les hostilités seront très probablement déclenchées dans trois semaines, tout de suite après le dépôt d'un deuxième rapport Blix.

«On dirait que Bush est en amour avec sa propre audace», écrivait récemment l'éditorialiste David Corn, du journal new-yorkais de gauche *The Nation*. «Le 11 septembre a défini sa présidence. La guerre pourrait maintenant tout déterminer pour lui. Il a choisi de placer le problème irakien au sommet de sa liste de choses à faire. Il doit s'attendre à être jugé par les électeurs sur la façon dont il relèvera ce défi.»



Les sénateurs démocrates Joseph Lieberman et Hillary Clinton ont assisté hier au discours de George W. Bush.

## Rectificatif

Dans un texte concernant le nouveau mouvement D'abord solidaires, publié hier en page frontispice, Françoise David a été associée à l'organisme social Au bas de l'échelle. Mme David n'y travaille plus depuis la mi-décembre; elle assure maintenant la permanence de D'abord solidaires.

## LE DEVOIR

Les bureaux du *Devoir* sont situés au 2050, rue De Bleury, 9<sup>e</sup> étage, Montréal (Québec), H3A 3M9 ☎ Place-des-Arts. Ils sont ouverts du lundi au vendredi de 8h30 à 17h. Renseignements et administration: (514) 985-3333

Le site Internet du *Devoir*: [www.ledevoir.com](http://www.ledevoir.com)

## Comment nous joindre?

## La rédaction

Au téléphone (514) 985-3333  
Par télécopieur (514) 985-3360  
Par courriel [redaction@ledevoir.com](mailto:redaction@ledevoir.com)

## L'agenda culturel

Au téléphone (514) 985-3346  
Par télécopieur (514) 985-3390

## La publicité

Au téléphone (514) 985-3399  
Par télécopieur (514) 985-3390  
Extérieur de Montréal 1-800-363-0305 (sans frais)

## Les avis publics et appels d'offres

Au téléphone (514) 985-3344  
Par télécopieur (514) 985-3340  
Par courriel [avisdev@ledevoir.com](mailto:avisdev@ledevoir.com)

## Les petites annonces et la publicité par regroupement

Au téléphone (514) 985-3322  
Par télécopieur (514) 985-3340

## Les abonnements

Au téléphone (514) 985-3355  
du lundi au vendredi de 7h30 à 16h30  
Par télécopieur (514) 985-5967  
Par courriel [abonnements@ledevoir.com](mailto:abonnements@ledevoir.com)  
Extérieur de Montréal 1-800-463-7559 (sans frais)

*Le Devoir* est publié du lundi au samedi par Le Devoir Inc., dont le siège social est situé au 2050, rue De Bleury, 9<sup>e</sup> étage, Montréal, (Québec), H3A 3M9. Il est imprimé par Imprimerie Québecor St-Jean, 800, boulevard Industriel, Saint-Jean-sur-Richelieu, division de Imprimeries Québecor Inc., 612, rue Saint-Jacques Ouest, Montréal. L'Agence Presse Canadienne est autorisée à employer et à diffuser les informations publiées dans *Le Devoir*. *Le Devoir* est distribué par Messageries Dynamiques, division du Groupe Québecor Inc., 900, boulevard Saint-Martin Ouest, Laval. Envoi de publication — Enregistrement n° 0858. Dépôt légal: Bibliothèque nationale du Québec.



Un jeune Palestinien s'apprête à lancer une pierre en direction des soldats de l'armée israélienne dans la ville cisjordanienne de Naplouse. Hier, jour d'élections en Israël, la violence n'a pas fait relâche. À Jérusalem, en Cisjordanie, quatre Palestiniens ont été tués par des soldats israéliens dans des affrontements. À Gaza, trois Palestiniens sont morts dans l'explosion d'une maison, à la suite d'un tir de missile d'un hélicoptère israélien, selon des sources palestiniennes, ou du déclenchement prématuré d'une bombe artisanale, selon des sources militaires.

## LIKOUUD

SUIVE DE LA PAGE 1

L'autre grand gagnant de ce quatrième scrutin en moins de sept ans est le petit parti Shinouï. Cette formation, qui a fait campagne pour la laïcité et contre la corruption, devient la troisième force politique. Avec 14 députés, le Shinouï fait plus que doubler le nombre de ses sièges. Son chef, Yossef Lapid, pourrait être la cheville ouvrière d'une première coalition laïque. À l'exact opposé du spectre politique, le parti orthodoxe séfarade Shass a perdu plusieurs députés.

Dans son allocution, Ariel Sharon a déployé tout son talent pour tenter de convaincre les travaillistes de se joindre à un gouvernement d'union nationale. Le premier ministre en appelle à «l'unité de toutes les forces pour provoquer une vraie victoire, une victoire contre le terrorisme. [...] Ce qui nous divise est moins fort que ce qui nous unit».

Sharon mise en particulier sur l'imminence d'une guerre en Irak (et de bombardements en Israël) pour forcer les travaillistes à revenir sur leur décision de ne pas participer au gouvernement. Cela n'a pas empêché le leader travailliste Amram Mitzna d'affirmer son intention de diriger l'opposition au sein de la prochaine assemblée. «La politique est un marathon, et nous ne sommes qu'au premier kilomètre. Il n'y a pas de honte à être dans l'opposition, et je vous promets que ce sera court. Nous ne voulons pas nous joindre à Ariel Sharon mais le remplacer», Amram Mitzna a même lancé un appel au Shinouï de ne pas participer à un gouvernement de droite. Le comité central du parti se réunira la semaine prochaine pour décider si l'entérinera la position de son chef et s'il se tiendra à l'écart d'une coalition dirigée par Ariel Sharon. Le faible score de leur chef pourrait pousser certains travaillistes à remettre en question le leadership d'Amram Mitzna. «Nous payons le prix de l'échec du processus de paix et des accords de Camp David», a déclaré la députée travailliste Yael Tamir.

Le Shinouï n'a visiblement pas l'intention de suivre le conseil des travaillistes. «C'est une occasion historique que nous offre le peuple, a déclaré son candidat Yossef Lapid. [...] Nous voulons construire un pont entre la droite et la gauche pour une politique de paix et de sécurité.»

Les difficultés ne sont pourtant pas terminées pour le leader du Likoud. Si Ariel Sharon ne parvient pas à convaincre les travaillistes, il pourrait tenter

d'aller chercher une mince majorité avec les centristes du Shinouï et les éléments les moins radicaux de la droite orthodoxe. Il pourrait même espérer que les travaillistes rejoignent la coalition lorsque les États-Unis déclareront la guerre à l'Irak. Sharon pourrait même retarder la formation du gouvernement jusqu'au déclenchement de l'offensive.

S'il veut s'allier au Shinouï, un parti féroce ment laïque, le Likoud devra mettre de côté ses alliés naturels, comme le Shass et l'Union nationale. À Jérusalem, on disait hier que les discussions avaient déjà commencé entre le Likoud et le Shinouï. Une telle alliance serait très mal reçue par de nombreux députés du Likoud, dont le numéro deux, Benyamin Nétanyahou.

Ce n'est qu'en désespoir de cause qu'Ariel Sharon pourrait se résigner à une alliance avec les ultraorthodoxes. Après la démission des travaillistes, en novembre dernier, le premier ministre avait justement déclenché ces élections pour éviter cette option.

Cela n'empêche pas les ultraorthodoxes de se préparer à négocier. Les rabbins du Conseil des colons de Judée-Samarie et de Gaza ont récemment sollicité les partis de droite afin qu'ils rejettent en bloc toute forme de reconnaissance d'un État palestinien dans un éventuel plan américain pour la région.

Les responsables de l'Autorité palestinienne ont fait savoir hier que l'élection de Sharon ne peut qu'aggraver la situation actuelle. «La politique des bombes ne marchera pas», a déclaré le porte-parole Marwan Kanafani. Le premier défi du nouveau gouvernement consistera à se sortir intact des enquêtes sur les scandales qui ont éclaboussé le premier ministre et ses deux fils. Cette semaine, le *Washington Post* révélait que le Likoud aurait enfreint les lois américaines et israéliennes en organisant des campagnes de financement aux États-Unis sous de faux prétextes. Israël fait aussi face à une crise économique sans précédent qui l'oblige à négocier avec les États-Unis une garantie bancaire de dix milliards \$US.

Le bouclage de la Cisjordanie imposé pour le scrutin devrait être levé aujourd'hui. Au Caire, l'échec des négociations pour un cessez-le-feu entre les organisations palestiniennes n'annonce guère d'évolution de la situation dans l'immédiat.

«Je ne pense pas que ce gouvernement survivra plus d'un an et demi», a déclaré l'ancien premier ministre Ehoud Barak.

## LONGUEUIL

SUIVE DE LA PAGE 1

«On se retrouve avec des sous et pas de terrain», soupire Mme Desrosiers, directrice d'Hébergement La CASA Bernard-Hubert, un centre qui offre un hébergement temporaire et des services de réinsertion sociale aux sans-abri. «Ça nous pose un problème sérieux car nos deux bailleurs de fonds ont des exigences très différentes, poursuit-elle. On a reçu 1,25 million du fédéral, mais il faut que le projet soit terminé, clés en main, pour la fin septembre 2003, sinon on perd la subvention.»

«Le plus simple, ce serait d'acheter un bâtiment existant. Mais selon les exigences de la Société d'habitation du Québec [qui verse 822 000 \$ au centre dans le cadre du programme gouvernemental Accès-Logis], il faut que personne n'occupe la bâtisse, et, à Longueuil, il n'y a pas de bâtiment inoccupé. Et il n'y a pas non plus de terrain qui ne nécessite pas un changement de zonage.»

Mme Desrosiers s'inquiète d'autant plus qu'un autre projet de logement social a été bloqué lors de la même séance du conseil d'arrondissement, le 9 décembre. «Ça donne l'impression que ce n'est pas juste un phénomène de "pas dans ma cour" mais plutôt de "pas sur mon territoire"», dit-elle.

Cet autre projet, comptant six étages, comportait 41 logements, dont dix réservés à des handicapés. Des appartements pour des familles et des gens âgés sur la rue du Bord-de-l'Eau, où on trouve déjà des HLM... et des condos. Plus de 90 personnes de ce voisinage s'y sont opposées, officiellement en raison du manque de places de stationnement. Mais on murmure que c'est aussi pour ne pas perdre leur vue sur le fleuve.

Le conseil d'arrondissement, sensible à cette opposition, a donc refusé d'autoriser le changement de zonage requis pour la réalisation de l'édifice. Résultat: «Ce projet-là, on l'abandonne parce qu'on n'a pas d'autre terrain», dit Pierre Pontbriand, directeur du développement à l'Office municipal d'habitation (OMH) de Longueuil, qui pilotait le dossier.

M. Pontbriand n'y voit toutefois qu'un accident de parcours. «Je ne vous dis pas que ça me fait plaisir, mais les gens ont le droit de s'opposer. Et puis, ce n'était pas un projet facile: la marge de manœuvre était très réduite au chapitre des coûts. Plutôt que de mettre des énergies à se battre pour un projet qui n'est peut-être pas réalisable, on va aller là où on a de meilleures chances de succès.»

D'ailleurs, d'autres projets sont en préparation et l'OMH espère que 200 unités seront créées dans le Grand Longueuil fusionné au cours de la prochaine année. «Le problème majeur demeure les terrains, souligne M. Pontbriand. Les gens sont démunis, ils n'ont pas d'auto: il faut les installer près des services. On ne peut pas les mettre dans le parc industriel! Mais la vo-

lonté politique est là, aucun problème là-dessus.»

Ca, les groupes communautaires en doutent. Les élus, disent-ils, ont l'encouragement plus facile par le verbe que par le vote. «Individuellement, les conseillers nous appuient, raconte Claire Desrosiers. Mais ils nous disent: "Allez-vous entendre avec les citoyens puis revenez-nous." On l'a fait, et les commerçants nous ont dit non. C'est tellement facile pour eux: ils ont juste à signer une pétition. Pourquoi prendraient-ils un risque avec nous? Et c'est vrai que ce n'est pas à eux de le faire mais à la municipalité!»

Sauf que le logement social n'a jamais été la tasse de thé de la ville de Longueuil. Les organismes communautaires du coin aiment bien rappeler que jusqu'à tout récemment, des élus n'iaient même l'existence de pauvres de ce côté du fleuve. En cinq ans, seules 24 unités de logement social y ont été construites.

L'ancien maire de Longueuil et actuel président du conseil d'arrondissement du Vieux-Longueuil, Claude Gladu, n'a pas rappelé *Le Devoir*. Mais à l'OMH, Pierre Pontbriand explique que ces dernières années, la construction de logements sociaux a surtout été entravée par les faibles coûts de construction autorisés par les subventions gouvernementales. Ce n'est qu'en décembre dernier que Québec a rajusté le tir afin que les subventions permises à Longueuil soient du même niveau que celles versées à Montréal, 15 % plus élevées.

Néanmoins, l'administration du maire Jacques Olivier ne s'est pas fixé d'objectifs en la matière alors que Montréal s'est engagée à construire 5000 logements sociaux d'ici la fin 2004. Pourtant, à 0,4 % — soit quatre logements libres sur 1000 —, le taux d'occupation est pire à Longueuil qu'il ne l'est sur l'île, où il atteint 0,8 %.

«À Montréal, il y a une expertise, une habitude. À Longueuil, tout est à construire», observe Julie Leblanc, de l'organisme La Virevoite, une maison de quartier où on organise des activités pour les familles démunies. Depuis trois ans, le groupe reçoit de plus en plus de familles sans-logis — notamment des femmes victimes de violence qui n'ont nulle part où aller. «On essaie de les aider, mais c'est plus facile de trouver de la nourriture que du logement!», s'exclame Mme Leblanc.

Bien d'autres organismes d'aide de la rive sud font ce dur constat. C'est pourquoi 14 d'entre eux viennent de se regrouper pour obliger la Ville à prendre des engagements fermes en matière de logement social. Par exemple, utiliser les pouvoirs que le gouvernement du Québec a donnés aux villes centres à l'autonomie: celui de passer outre aux arrondissements si ceux-ci bloquent des projets. Mais c'est un terrain sur lequel même une administration aussi convaincue que celle de Montréal ne veut pas s'engager...

## GUERRE

SUIVE DE LA PAGE 1

«Je propose que toutes les réductions d'impôts sur le revenu prévues pour 2004 et 2006 soient rendues permanentes et appliquées cette année», a-t-il dit.

## Programmes sociaux

Sur le plan social, il a annoncé son intention de soumettre au Congrès un plan de réforme du programme Medicare, afin d'aider les personnes âgées à se procurer des médicaments. A cela s'ajoutent quelques programmes visant la réhabilitation des toxicomanes et le soutien aux enfants de détenus.

Pour ce qui est de l'environnement, il a proposé «1,2 milliard de dollars en subventions pour la recherche afin que l'Amérique puisse donner l'exemple au monde avec le développement de voitures propres roulant à l'hydrogène».

En ce qui concerne la Corée du Nord, M. Bush a répété que les États-Unis n'accepteront pas de chantage. «Les États-Unis œuvrent avec les pays de la région, la Corée du Sud, le Japon, la Chine et la Russie, pour trouver une solution pacifique et pour montrer au gouvernement nord-coréen que les armes nucléaires ne lui apporteront que l'isolement, la stagnation économique et la poursuite de ses difficultés.»

Il a également vanté les succès de la guerre contre le terrorisme lancée à la suite des attentats du 11 septembre 2001, chiffrant à plus de 3000 les présumés membres du réseau al-Qaïda arrêtés à travers le monde. Il a également mentionné la création récente d'un Département de la sécurité intérieure et d'un centre de coordination sur la menace terroriste, et demandé aux élus d'approuver un projet de «bouclier biologique».

Avec Reuters et l'Agence France-Presse

## HÔPITAUX

SUIVE DE LA PAGE 1

Ce sont là, en résumé, les exigences présentées par le ministère aux établissements déficitaires et aux régies régionales dans une directive émise le 20 janvier et dont *Le Devoir* a obtenu copie. Le ministère reconnaît implicitement que les hôpitaux ne sont pas en mesure de respecter les ententes de retour à l'équilibre budgétaire qu'ils ont déjà signées. Cette exigence, dictée par la loi interdisant les déficits dans le réseau de la santé, adoptée en juin 2000, s'avère un échec dans son application. Il y a maintenant 80 hôpitaux sur les 110 que compte le Québec qui affichent des déficits significatifs. Le réseau hospitalier accapare sept des 17 milliards alloués au budget du système public de soins de santé au Québec.

À l'Association des hôpitaux du Québec (AHQ), on soutient que les établissements seront incapables de se conformer à la nouvelle directive ministérielle à moins d'un relèvement substantiel de leur budget ou d'une réduction de services. «C'est complètement irréaliste de se lancer dans une pareille opération compte tenu qu'on parle de deux côtés de la bouche», dénonce Daniel Adam, vice-président exécutif de l'AHQ. D'un côté, le ministère exige le respect de la Loi sur l'équilibre budgétaire; de l'autre côté, le ministre d'État à la Santé et aux Services sociaux, François Legault, reconnaît dans son plan d'action que le réseau hospitalier est sous-financé, a-t-il fait valoir. Selon une évaluation du ministère, les hôpitaux se dirigent vers un déficit de 400 millions en 2003-04.

Dans une lettre envoyée il y a quelques jours, l'AHQ demande à ses membres de documenter de façon précise les diminutions de services qu'auront à subir les patients (chirurgies annulées, allongement des listes d'attente, etc.) dans chacun des hôpitaux déficitaires «pour qu'on fasse connaître à la population les vrais impacts des décisions du ministère», a dit M. Adam. Les nouveaux plans de redressement vont susciter beaucoup de mécontentement parmi le personnel hospitalier, notamment chez les médecins, a-t-il ajouté.

Au ministère, on souligne que les mesures visées dans les ententes de retour à l'équilibre budgétaire ne doivent pas avoir d'impact sur les services à la population. Or deux hôpitaux de la Rive-Sud — Charles-Lemoyne et Pierre-Boucher — viennent d'annoncer qu'ils cessent de pratiquer des chirurgies de la hanche et du genou d'ici la fin de l'année financière puisque les budgets sont à sec. «Cette mesure n'est pas acceptable», a souligné un fonctionnaire du ministère. Ce moratoire devra être levé, et l'argent pour ce faire, trouvé.

Il n'est pas question pour le gouvernement d'éponger le déficit des hôpitaux comme il l'avait en 2000-01. Cette année-là, il avait réglé une ardoise de 462 millions. Puis, il avait relevé de 400 millions les budgets de fonctionnement des hôpitaux et réinjecté en cours d'année 265 millions de plus de façon récurrente.

À la Régie régionale de Montréal-Centre, on note qu'il existe une grande inconnue pour l'application de la directive ministérielle: le taux d'indexation des dépenses des hôpitaux, que le ministre Legault, avec l'aval du Conseil du trésor, leur consentira en 2003-04. À l'heure actuelle, ce taux d'indexation est fixé à 2,6 %, ce qui couvre tout juste l'augmentation des salaires et des dépenses ordinaires. Une indexation de 5 % serait nécessaire si on tient compte de la hausse des coûts des nouvelles technologies et des nouveaux médicaments ainsi que de l'augmentation de la demande en raison du vieillissement de la population. «Nous avons demandé à nos établissements de faire des projections budgétaires en fonction de trois hypothèses: des indexations de 2,6 %, autour de 4 % ou de 5,2 %», a révélé René Rouleau, directeur général adjoint à la gestion du réseau de la Régie régionale de Montréal-Centre.

M. Rouleau soutient qu'avec une indexation appropriée, les hôpitaux seront en mesure d'absorber le déficit accumulé de 600 millions d'ici quatre ans. Grâce à des mesures de rationalisation mises en œuvre entre 1998 et 2002, les établissements chapeautés par cette régie régionale ont réalisé des économies de 80 millions sur un budget de 2,2 milliards. Mais ils font tout de même face à un déficit de 140 millions cette année et à un déficit accumulé de 300 millions. Cette régie régionale mise avant tout sur la concentration de certaines chirurgies ou de certains traitements dans les hôpitaux qui s'avèrent les plus performants ainsi que sur l'atteinte de masses critiques pour réduire la hausse des coûts.



## CULTURE

Déjà enfant chéri du public, *Un homme et son péché* se révèle aussi le préféré de l'industrie qui l'a mis dix fois en nomination pour les prix Jutra.

Page B 8

LE DEVOIR

# ÉCONOMIE

Chute des prix du magnésium

## Noranda ferme Magnola

La région de l'amiante perd 380 emplois pour au moins un an

GÉRARD BÉRUBÉ  
LE DEVOIR

Noranda a pris tout le monde de court — SGF et gouvernement du Québec en tête — en annonçant la fermeture de l'usine Magnola. Répondant à une chute dramatique des prix du magnésium avec l'entrée en scène de la Chine, le géant minier entend suspendre les activités de l'usine de Davville pour au moins un an, retirant ainsi leur emploi à quelque 380 travailleurs dans une région, celle de l'amiante, déjà économiquement sinistrée. Et sans redressement des prix...

Il y a hémorragie. Noranda estime que la fermeture temporaire de l'usine va accroître ses résultats d'exploitation et son flux de trésorerie de 100 millions de dollars par année. «L'usine Magnola s'est avérée un succès à divers égards. La nouvelle technologie mise au point par Noranda fonctionne et nous produisons du magnésium de grande qualité», a souligné le président et chef de la direction du géant canadien de la métallurgie, Derek Pannel. «Compte tenu toutefois du prix actuel et de nos prévisions des tendances futures, tant pour le magnésium que pour les alliages, nous en sommes venus à la conclusion que la poursuite des activités de l'usine comme nous le faisons en ce moment n'est pas rentable et représente une mauvaise décision pour la société.»

Parlant de prix déprimé, M. Pannel a ajouté, lors d'un appel-conférence hier, que les prix, estimés à 0,84 \$US la livre en 2003, devraient atteindre au moins 1,30 \$US pour que l'on envisage une reprise des activités à l'usine. Cette réouverture devrait également reposer sur un contrat d'approvisionnement à long terme avec un important consommateur de magnésium.

Dans l'immédiat, Noranda maintient ses pressions sur les autorités chinoises, dont le pays est admis depuis peu au sein de l'Organisation mondiale du commerce, afin que ce gouvernement mette un terme à sa politique de subventions à l'exportation dans le secteur du magnésium. La SGF, pour sa part, exhorte le gouvernement fédéral à imiter son homologue américain et à imposer une surtaxe sur le magnésium chinois, qui bénéficie d'un crédit d'impôt à l'exportation.

## Radiation de 900 millions

L'investissement total de Noranda dans cette usine atteint les 1,2 milliard de dollars. Du total, Noranda amputera ses résultats de l'exercice clos le 31 décembre 2002 d'une charge de 900 millions (ou 630 millions après impôts) afin de réduire la valeur comptable de son entreprise de magnésium. La valeur résiduelle de l'usine sera ramenée à 300 millions. Cette charge, imputée aux résultats du quatrième trimestre 2002, représente l'équivalent de 2,64 \$ par action.

Afin de rétablir l'équilibre de ses ratios financiers et maintenir la qualité de son statut d'investissement, Noranda a en parallèle obtenu un engagement de la part de Brascan. Son principal actionnaire s'est engagé à injecter 300 millions de dollars sous la forme de l'achat d'une nouvelle série d'actions privilégiées.

À la SGF, qui retient une participation de 20 % dans l'usine Magnola, on s'est dit surpris par l'annonce. On demande toutefois un peu de temps afin d'évaluer les diverses avenues. Il est également trop tôt pour déterminer à quel traitement comptable sera soumis l'investissement de 248 millions de la société d'État dans cette usine vieille de moins de trois ans, spécialisée dans la production de magnésium à partir de résidus d'amiante.

Joint outre-Atlantique, où la haute direction de la SGF poursuit son périple européen après sa participation au Forum économique de Davos, le vice-président aux communications Jean-Yves Duthel a souligné que le p.-d.g. Claude Blanchet avait immédiatement mis sur pied une équipe spéciale à cette fin. «Cette équipe va examiner toutes les hypothèses.»

Noranda a précisé dans son communiqué qu'elle étudiera avec la SGF la possibilité d'exploiter la moulerie de l'usine en utilisant du métal acheté, ainsi que celle d'accroître la présence de Magnola sur le marché des alliages de magnésium avec le lancement de nouveaux alliages spécialisés. Et il y a cette convention d'actionnaires, dont une modalité stipule qu'en cas de pertes, il est permis à un des partenaires de poursuivre l'exploitation et d'assumer les pertes en diluant la participation de l'autre. Il est estimé que la mise en veilleuse de l'usine génère une perte de 28 millions alors que son exploitation entraîne une perte de 100 millions.

## Une erreur

L'usine Magnola serait-elle un échec? «Rétrospectivement, je dirais qu'elle est une erreur», a répondu Denis Couture, vice-président aux communications et aux affaires publiques chez Noranda. «Plus précisément, je dirais qu'elle a été une bonne idée, mais sur la base des données de 1995-96.» À ce moment-là, alors que le projet Magnola prenait graduellement forme, et jusqu'au déclenchement des travaux de construction de l'usine, en 1998, le prix du magnésium pur oscillait autour de 1,50 \$US la livre, avec un taux de croissance anticipé de 5 à 6 % par année, sous le coup, notamment, du durcissement prévu des

VOIR PAGE B 4: NORANDA

Assemblée annuelle des actionnaires

## Lessard reste président de Métro

CLAUDE TURCOTTE  
LE DEVOIR

JACQUES NADEAU LE DEVOIR

Pierre H. Lessard s'est présenté à cette assemblée en pleine confiance, avec un dossier de gestionnaire impeccable. Hier, il annonçait d'ailleurs la croissance du bénéfice de Métro pour un 49<sup>e</sup> trimestre consécutif.

## Quatre saisons de slogans

En lock-out depuis neuf mois, les 2200 travailleurs de Vidéotron se sentent abandonnés

VALÉRIE DUFOUR  
LE DEVOIR

Il n'y a pas de mots pour décrire la frustration qui habite les 2200 travailleurs de Vidéotron en lock-out depuis neuf mois. Neuf longs mois. Trois syndicats ont accepté de rencontrer *Le Devoir* plus tôt cette semaine contre promesse de ne pas divulguer leurs noms.

Printemps, été, automne, hiver. Ils ont brandi leurs pancartes et leurs slogans à travers quatre saisons. Beau temps, mauvais temps, ils se relayent devant les bureaux de Vidéotron. En échange, ils obtiennent entre 200 et 300 \$ par semaine. À peine de quoi vivre pour des salariés habitués à mieux.

Mais ce n'est pas tant le travail de gréviste qui les frustre en pleine vague de froid. C'est qu'ils se sentent abandonnés. «C'est le vide complet dans les médias, à un point tel que les gens pensent que le conflit est réglé», laisse tomber Sylvie (nom fictif), qui est chez Vidéotron depuis 15 ans.

## Désenchantement

En fait, ils ont eu de l'espoir cet automne. Ils ont même retenu l'attention du premier ministre du Québec avec leur marche de Montréal à Québec. Ils ont cru que l'intervention de Bernard Landry les aiderait. Tout comme ils ont cru que l'arrivée de Lucien Bouchard comme négociateur patronal était un pas en avant. Après quatre mois de médiation, ils ont déchanté.

«Ça devait être un dossier urgent, reprend Sylvie. C'est bien beau de prendre son temps, mais ça fait neuf mois qu'on est dans la rue dans des conditions difficiles. Ça fait neuf mois que notre salaire est sérieusement amputé. Il y a des gens qui vivent des drames. On parle ici de divorces, de faillites personnelles.»

Entre-temps, certains employés en lock-out se sont trouvés un autre emploi à temps plein ou à temps partiel. C'est le cas de Monique (nom fictif). «J'ai un prêt étudiant à

rembourser et un appartement à payer, explique-t-elle. Autour de nous, on voit que beaucoup de gens s'endettent. Il y en a aussi beaucoup qui pigent dans leur REER pour payer leurs dépenses quotidiennes. Ce n'est pas la joie.»

Ces syndicats sont particulièrement durs envers la couverture effectuée par les médias. «Ça fait quatre mois que la médiation est commencée. Quatre mois que les deux parties se parlent et qu'on ne sait rien, souligne Monique. Les journalistes doivent aller chercher l'information. Il faut mettre de la pression pour que ça se règle.»

Et le syndicat, dans tout cela? Motus et bouche cousue puisque les deux parties sont liées par une entente de confidentialité. Personne ne peut parler publiquement de l'état des pourparlers. «Le syndicat ne peut rien nous dire. On nous dit de ne pas lâcher. On nous dit que ça avance. On nous dit de garder espoir parce qu'on négocie toujours.»

## Pour tout le monde

Cela dit, les travailleurs expliquent que, contrairement à ce qui a été véhiculé, les 2200 syndiqués ne se battent pas que pour les 646 techniciens. «Ce qui a été proposé à tout le monde était inacceptable, soutient Eric [nom fictif]. On voulait augmenter le nombre d'heures de travail par semaine pour le même salaire ou même pour un salaire plus bas, on ouvrait la porte à la sous-traitance... Il y avait une liste à n'en plus finir de concessions sur les conditions de travail.»

Les syndicats ont refusé. Le conflit s'est envenimé. Il y a eu grève, puis lock-out. Et comme Vidéotron tombe sous la gouverne de la loi fédérale sur le travail, la compagnie peut remplacer ses travailleurs en attendant un règlement. C'est d'ailleurs ce qui enrage le plus les travailleurs.

«Si une entreprise peut fonctionner comme si de rien n'était avec des scabs qui sont

VOIR PAGE B 4: VIDÉOTRON



JACQUES NADEAU LE DEVOIR

Beau temps, mauvais temps, les syndicats se relayent devant les bureaux de Vidéotron.

Une transaction de 170 millions

## Desjardins se porte acquéreur de la Caisse d'épargne de l'Ontario

ÉRIC DESROSIERS  
LE DEVOIR

Le Mouvement des caisses Desjardins étend son réseau en Ontario.

Parrain, avec un investissement de 170 millions, d'une nouvelle société appelée Desjardins Credit Union, l'institution financière québécoise se portera bientôt acquéreur, par l'entremise de cette dernière, de la Caisse d'épargne de l'Ontario (CEO), mise en vente par le gouvernement ontarien.

Encore soumise à des approbations officielles qui devraient venir d'ici le 1<sup>er</sup> avril, la transaction dévoilée hier prévoit le versement, par le truchement de la Caisse centrale Desjardins, de 50 millions pour l'achat et de 120 millions pour l'amélioration des services de l'ancienne société publique ontarienne. Elle confèrera à la Desjardins Credit Union le plein contrôle d'une entreprise dont le chiffre d'affaires s'élève actuellement à 2,3 milliards et qui compte environ 200 employés et 75 000 déposants dans 28 succursales et agences en Ontario. Une fois propriétaire de plein droit, la nouvelle société qui aspire au statut de coopérative financière s'attellera à la tâche de convaincre ses clients de se transformer en sociétaires.

## Renforcement du secteur coopératif

«L'une des orientations stratégiques que le Mouvement des caisses Desjardins a retenues pour assurer le développement de ses affaires est justement l'élargissement de ses activités au Canada», a expliqué hier son président et chef de la direction, Alban D'Amour. «Nous voulons, par ce geste, signifier notre appui de façon concrète au renforcement du secteur coopératif canadien», a-t-il ajouté.

Le futur réseau de succursales de la Desjardins Credit Union — que l'on promet déjà d'élargir — viendra compléter, dans la province, celui des 33 succursales de la Fédération des caisses populaires de l'Ontario, contraintes par la loi à ne s'adresser qu'aux communautés francophones. Il s'ajoute également à un réseau de plus d'une soixantaine de caisses populaires en Acadie et au Manitoba, sans parler des autres filiales du Mouvement Desjardins qui offrent aussi bien des services dans le domaine de l'assurance que du courtage partout au pays et qui emploient déjà, en Ontario seulement, 1600 personnes.

Créée en 1922 comme source de financement pour le gouvernement provincial, la CEO a été mise en vente au printemps dernier à la suite de l'engagement électoral des conservateurs de privatiser tout

VOIR PAGE B 4: CAISSES

LE DEVOIR
LES SPORTS

Canadien 6, Panthers 3

Un sixième match consécutif avec au moins un point

GUY ROBILLARD
PRESSE CANADIENNE

Le Canadien a amassé au moins un point dans un sixième match de suite depuis l'arrivée de Claude Julien derrière le banc, tout en disputant un cinquième match sans défaite lorsqu'il a battu les Panthers de la Floride 6-3, hier soir, au Centre Bell.

Et encore une fois, le Canadien a forcé l'attaque, dirigeant 35 tirs au filet contre 38 aux visiteurs. Le Canadien a aussi marqué en avantage numérique (deux fois) dans un cinquième match de suite.

Le Canadien de Julien a accumulé neuf points sur une possibilité de 12, et n'est plus qu'à un point des Maple Leafs de Toronto, et à quatre des Bruins de Boston, qui ont cependant deux matchs en main chacun.

Record personnel de Zednik

Richard Zednik a marqué ses 23<sup>e</sup> et 24<sup>e</sup> buts pour le Canadien, battant sa marque personnelle de 22 établie la saison dernière. Patrie Brisebois a réussi son quatrième, son premier en 34 rencontres, Andrei Markov, son 10<sup>e</sup>, un exploit pour un défenseur à Montréal, Randy McKay, son sixième, et Mike Ribeiro, son troisième, un but spectaculaire. Saku Koivu a été crédité de trois passes.

Stéphane Matteau (3), Viktor Kozlov (12) et Stephen Weiss (5) ont déjoué José Théodore.

Julien a dû remanier ses tris en l'absence de Joé Juneau et les résultats ont été prometteurs en début de rencontre.

Ainsi, Brisebois a marqué le premier but, un cadeau de Roberto Luongo, avec des aides d'Andreas Dackell et McKay, qui jouaient avec Chad Kilger. Ribeiro, qui se retrouvait au centre de Jan Bulis et Niklas Sundstrom, a semblé réussir son troisième de la saison 35 secondes plus tard, après avoir gagné sa bataille le long de la bande. Luongo avait sa mitaine carrement de l'autre côté de la ligne rouge quand il a gobé la rondelle, mais comme on ne voyait pas l'objet à la reprise, le but n'a pas été accordé.

Le Canadien a rapidement repris ce but lorsque Zednik a converti une passe parfaite de Brisebois à l'embouchure du filet.

Une vingtaine de secondes plus tard, Zednik surgissait seul devant Luongo, qui l'a arrêté cette fois.

On pouvait se croire parti pour un massacre des Panthers, mais la sévérité des arbitres à l'endroit de Bulis a procuré un avantage de deux joueurs durant 1:38 aux bêtes de la Floride, qui ont finalement marqué un but chanceux quatre secondes après la fin de la première punition, une rondelle ayant dévié sur le patin de Kozlov.

EN BREF

Tennis: Becker fera son entrée au Panthéon

Newport, États-Unis (AP) — Boris Becker sera admis cette année au Panthéon du tennis, regroupant les légendes du jeu. Françoise Durr, Nancy Richey et Brian Tobin entreront également dans la prestigieuse institution le 12 juillet, a annoncé son président Tony Trabert hier. Becker a remporté six titres du Grand Chelem et a été numéro un mondial pendant 109 semaines. En 1985, il était devenu le plus jeune joueur vainqueur d'un tournoi du Grand Chelem en remportant Wimbledon à l'âge de 17 ans et 7 mois.

L'Allemand a remporté trois fois Wimbledon, en 1985, 1986 et 1989. Son palmarès compte également une victoire aux Internationaux des États-Unis, en 1989, et deux aux Internationaux d'Australie (1991 et 1996). Au total, il a remporté 49 titres en simple et 15 en double et a contribué aux victoires de l'Allemagne en coupe Davis en 1988 et en 1989. 'J'ai toujours rêvé de faire partie de cette honorable institution, et je l'honorerai avec un grand respect', a déclaré Becker. La Française Françoise Durr a remporté Roland-Garros en 1967 et son palmarès compte 11 victoires en double dans des tournois du Grand Chelem.

On discute du sort des Expos

Portland, la Virginie et Washington rencontrent le baseball majeur

ASSOCIATED PRESS

New York — Le comité de relocalisation du baseball majeur a entrepris ses rencontres hier avec les représentants des trois régions des États-Unis qui veulent obtenir la concession des Expos.

L'accent a été mis sur le financement d'un stade et la rapidité avec laquelle les régions intéressées (Portland, en Oregon, Washington, dans le district de Columbia, et la Virginie du Nord) pourraient faire des plans pour accueillir les Expos en 2004.

La mairesse de Portland, Vera Katz, était à la tête de la délégation de sa ville hier. Le maire du district de Columbia, Anthony A. Williams, a aussi rencontré le comité de relocalisation au cours de la journée, et le procureur général de la Virginie, Jerry Kilgore, sera à la tête du groupe de la Virginie du Nord aujourd'hui.

Katz a indiqué qu'elle croit que le baseball veut prendre une décision d'ici la fin de l'été et que les groupes intéressés aux Expos seront invités à faire des présentations formelles dans six à huit semaines. Le commissaire Bud Selig et le principal conseiller juridique du baseball, Bob DuPuy, n'ont pas pris part aux réunions, qui étaient des rencontres préliminaires.

Le baseball voulait savoir si Portland pourrait rapidement trouver le financement pour la construction d'un nouveau stade et quand le stade actuel, le PGE Park, serait prêt pour la présentation de matchs des ligues majeures.

Le PGE Park, un stade de 19 566 places où évoluent les Beavers de Portland, une équipe AAA, serait le domicile des Expos pendant la construction du nouveau stade.

«Ça ne pourra pas être réalisé si ça signifie une augmentation des taxes sur les revenus et une augmentation des taxes foncières», a révélé David Kahn, l'ancien directeur général des Pacers de l'Indiana, principale tête d'affiche de la campagne pour la construction d'un stade en Oregon.

Kahn a indiqué qu'une loi serait présentée à la législature de l'Oregon pour que les taxes perçues sur les salaires des joueurs servent à contribuer au financement d'un nouveau stade, qui coûterait 300 millions ou plus.

«Ils voulaient connaître notre situation en Oregon, qui avait l'autorité pour trouver des sources de revenus, si on avait besoin d'obtenir l'accord des citoyens», a indiqué Kahn.

Le baseball se demandait aussi si la pluie serait un problème à Portland, une des villes américaines où il pleut le plus souvent. Il n'est pas clair si le nouveau stade serait doté d'un toit rétractable, comme le Safeco Field, le domicile des Mariners à Seattle.

«Il ne pleut pas davantage à Portland que dans certaines villes sur la côte Est», a noté Katz.

Il n'y a qu'une seule équipe à Portland dans les quatre circuits majeurs de sport professionnel. Ce sont les Trail Blazers, de l'Association nationale de basketball. Ils ont commencé en 1970.

«Portland est de loin le marché de sport professionnel le moins bien servi aux États-Unis», a dit Kahn.

Aucun propriétaire éventuel n'a été invité à rencontrer le baseball majeur, seulement des représentants des gouvernements.

Le comité de relocalisation du baseball majeur a été formé par Selig en novembre. Les Expos ont été achetés par les 29 autres équipes des ligues majeures l'an passé.

Décès d'Ayrton Senna

La Cour suprême italienne rouvre l'enquête

AGENCE FRANCE-PRESSE

Rome — La Cour suprême de l'Italie a décidé de rouvrir l'enquête sur les circonstances de la mort du pilote brésilien de Formule 1 Ayrton Senna lors du Grand Prix de Saint-Marin, à Imola (Italie) en 1994, après les acquittements prononcés en première instance puis en appel, a affirmé la presse hier.

La haute cour a estimé qu'il y avait eu des erreurs de procédure lors du premier procès, en 1997, à l'issue duquel avait été prononcé l'acquittement de Patrick Head, directeur technique de l'écurie Williams, pour laquelle courait Senna, et d'Adrian Newey, concepteur de la voiture, poursuivis pour homicide involontaire.

«Cela est important en matière de formalités, mais en réalité, ça ne change rien pour nous», a déclaré hier Me Roberto Causo, avocat de l'écurie Williams, au journal sportif italien La Gazzetta dello Sport.

«Nous restons sereins. Nous avons gagné les deux autres procès et je ne vois pas pourquoi nous devrions craindre de perdre le troisième», a ajouté Causo. Un procès en appel, à la demande du parquet, avait eu lieu en 1999, et les mêmes prévenus avaient de nouveau été acquittés.

Lors du procès en première instance, l'accusation avait tenté de prouver que la rupture de la colonne de direction de la voiture de Senna était la cause de la sortie de route du véhicule, sans pouvoir cependant apporter de preuve formelle.

Après 32 audiences et dix mois de procès, le tribunal d'Imola avait estimé que la responsabilité des faits reprochés n'était pas établie et avait prononcé la relaxe.

Le triple champion du monde brésilien avait trouvé la mort le 1er mai 1994 après avoir quitté la piste d'Imola dans la courbe de Tamburello pour heurter le mur de clôture du circuit.

HOCKEY

ASSOCIATION DE L'EST

Table with 5 columns: Team, G, P, NDP, BP, BC, Pts. Rows include Ottawa, Boston, Toronto, Montréal, Buffalo.

Table with 5 columns: Team, G, P, NDP, BP, BC, Pts. Rows include New Jersey, Philadelphie, N.Y. Islanders, Pittsburgh, N.Y. Rangers.

Table with 5 columns: Team, G, P, NDP, BP, BC, Pts. Rows include Washington, Tampa Bay, Floride, Caroline, Atlanta.

ASSOCIATION DE L'OUEST

Table with 5 columns: Team, G, P, NDP, BP, BC, Pts. Rows include St. Louis, Detroit, Chicago, Nashville, Columbus.

Table with 5 columns: Team, G, P, NDP, BP, BC, Pts. Rows include Vancouver, Minnesota, Edmonton, Colorado, Calgary.

Table with 5 columns: Team, G, P, NDP, BP, BC, Pts. Rows include Dallas, Anaheim, San Jose, Phoenix, Los Angeles.

Hier

Table with 2 columns: Team, Score. Rows include Montréal 6, Floride 3, Boston 2, Nashville 1, Tampa Bay 3, Philadelphie 0, St. Louis 5, Washington 3, Colorado 2, Columbus 2, N.Y. Islanders 5, Pittsburgh 2, Atlanta 5, N.Y. Rangers 2, New Jersey 1, Detroit 0, Calgary à Phoenix, Minnesota à Vancouver, Los Angeles à San Jose.

Aujourd'hui

Table with 2 columns: Team, Score. Rows include Toronto en Caroline, 19h30, Calgary à Dallas, 20h30, Minnesota à Edmonton, 21h, Ottawa à Anaheim, 22h30.

Demain

Table with 2 columns: Team, Score. Rows include Montréal à N.Y. Islanders, 19h, Pittsburgh à Washington, 19h, Caroline à Tampa Bay, 19h, Nashville à Columbus, 19h, Philadelphie au New Jersey, 19h30, Toronto à Atlanta, 19h30, Floride à Detroit, 19h30, Chicago à Boston, 20h, Colorado à N.Y. Rangers, 20h, Buffalo à St. Louis, 20h, Edmonton à Vancouver, 22h, Ottawa à Los Angeles, 22h30, Anaheim à San Jose, 22h30.

Vendredi

Table with 2 columns: Team, Score. Row include Aucun match.

Samedi

Table with 2 columns: Team, Score. Row include A Sunrise, en Floride, Match des jeunes étoiles (LNH) 18h45.

Dimanche

Table with 2 columns: Team, Score. Row include A Sunrise, Floride, Match des étoiles de la LNH, 14h30.

Téléphone: 985-3322
Télécopieur: 985-3340

LES PETITES ANNONCES

Courriel: petitesannonces@ledevoir.com

I • N • D • E • X
REGROUPEMENTS DE RUBRIQUES
100 • 199 IMMOBILIER RÉSIDENTIEL
200 • 299 IMMOBILIER COMMERCIAL
300 • 399 MARCHANDISES
400 • 499 OFFRES D'EMPLOI
500 • 599 PROPOSITIONS D'AFFAIRES ET DE SERVICES
600 • 699 VÉHICULES

LES PETITES ANNONCES
DU LUNDI AU VENDREDI DE 8H30 À 17H00
Pour placer, modifier ou annuler votre annonce, téléphonez avant 14h 30 pour l'édition du lendemain.
Téléphone: 985-3322
Télécopieur: 985-3340
Conditions de paiement: cartes de crédit

251 BUREAUX À LOUER
AVEC OU SANS SERVICES
Situé entre Peel et Université à Montréal. Près du centre-ville. Palais de Justice, Cité du Multimédia et métro. Stationnement extérieur disponible, occupation immédiate. (514) 878-1078

401 POSTES CADRES ET PROFESSIONNELS
VOTRE PHARMACIEN
JEAN COUTU
Boul. du Séminaire Nord, St-Jean
RECHERCHE 2 PHARMACIENS (NES) Temps Plein/Temps Partiel ou sur Appel.
Contactez: Pierre Richard (450) 348-9251 # 17, (450) 348-9102 (fax)

401 POSTES CADRES ET PROFESSIONNELS
AVIS
À TOUS NOS ANNONCEURS
Veuillez, s'il vous plaît, prendre connaissance de votre annonce et nous signaler immédiatement toute anomalie qui s'y serait glissée.
LE DEVOIR ne sera pas responsable des erreurs répétées.
Merci de votre attention.

DÉCÈS
ARCHAMBAULT, LOUIS O.C., B.A., A.R.A.C.
1915-2003
À Montréal, le 27 janvier 2003, à l'âge de 87 ans est décédé Louis Archambault, céramiste et sculpteur, époux de feu Mariette Provost. Prédécedé par son fils Éloi (Lise Caron), ses frères Paul et Jean et ses sœurs Annette, Marie et Thérèse. Il laisse dans le deuil ses enfants Aubert (Ghislaine Vega) et Patrice (Françoise Filion), sept petits-enfants et cinq arrière-petits-enfants, sa sœur Monique, neveux, nièces, ainsi que de nombreux amis. La famille accueillera parents et amis au Complexe Funéraire Urgel Bourgie, 1255, avenue Beaumont, Ville Mont-Royal (514) 735-2025, www.urgelbourg.com
Une courte célébration commémorative aura lieu vendredi 31 janvier à 15h00 au Complexe. En témoignage de sympathie, ne pas envoyer de fleurs, mais plutôt un don à la Société Alzheimer serait apprécié.
Heures des visites: Mercredi de 19h00 à 21h00, jeudi de 14h00 à 17h00 et de 19h00 à 21h00.

DÉCÈS
LABERGE, FRANCINE
Son frère Jacques et sa compagne Lyse Roy, les autres membres de sa famille dont Henri Parizeau et Huguette Pettigrew, Claudette Cayer et George Laszlo, Jacques Laberge et Jo Collins, Claude Laberge et Denise Lemire, Thérèse Parizeau et Anthime Bergeron, ceux et celles parmi ses proches et amis-és qui l'ont accompagnée tout au long des dernières semaines de sa vie dont, notamment, Louise Chené, Monique Cournoyer, Danièle Legendre, Monique Lévesque, Catherine London, Frank Remiggi, Lucie Verreault, ainsi que plusieurs autres ont la tristesse de vous faire part du décès de Francine Laberge, fille de Florence Parizeau et de Paul-Émile Laberge, survenu à Montréal le 24 janvier 2003. Les obsèques auront lieu le samedi 1er février en l'église St-Albert-le-Grand, 2715, chemin de la Côte-Sainte-Catherine, à 14 h 00. Ni fleurs ni couronnes, mais plutôt des dons à la Fondation québécoise du cancer.

101 PROPRIÉTÉS À VENDRE
AHUNTSIC, 10720 Sacré-Coeur
Près boul. Gouin et rivière, bungalow, 3 c.c., 2 s. de b., s.-s. fini, gar. Libre. 225 000\$ 276-1355

160 APPARTEMENTS ET LOGEMENTS À LOUER
MÉTRO SHERBROOKE
(access direct) 1 1/2, 3 1/2, 4 1/2. Vue Mt-Royal, balcon, Elec, clim, chauffé, frigo, cuisinière, PISCINE, sauna, buanderie. Tout inclus.
(514) 281-1551

164 CONDOMINIUMS À LOUER
AHUNTSIC, bord de l'eau
Près métro, grand 4 1/2 neuf. Luxueux, a.c., insonorisé, 2 s de b. Asc., stat. int. 1 275\$ 387-9978

176 CHALETS À LOUER
CHARLEVOIX (Ste-Érène)
Vue sur fleuve, avec tous les services, sem./mois. (418) 452-8276

301 ŒUVRES D'ART
ACHETONS tableaux originaux de Normand Hudon et autres peintres renommés. (450)466-8920

307 LIVRES ET DISQUES
BONHEUR D'OCCASION
acheteurs à domicile livres de qualité en tous genres, anciens, modernes et rares. 4487 De La Roche 914-2142

530 COURS
ANGLAIS (TOEFL) par diplôme, Ph.D. 8hres/2005 514-489-3801

542 MASSOTHÉRAPIE
MASSAGE & REFLEXOLOGIE
SETSUKO. Le meilleur dans NDG...I Reçu pour assurance. 514-482-1991

103 CONDOMINIUMS ET COPROPRIÉTÉS
CENTRE-VILLE Mont-St-Louis
1 c.c.+mezz., platfond 14'. Stat. int. 230 000\$ 843-8704

160 DISCRIMINATION INTERDITE
La Commission des droits de la personne du Québec rappelle que lorsqu'un logement est offert en location (ou sous-location), toute personne disposée à payer le loyer et à respecter le bail doit être traitée en pleine égalité, sans distinction, exclusion ou préférence fondée sur la race, la couleur, le sexe, la grossesse, l'orientation sexuelle, l'état civil, l'âge du locataire ou de et à ses enfants, la religion, les convictions politiques, la langue, l'origine ethnique ou nationale, la condition sociale, le handicap ou l'utilisation d'un moyen pour pallier ce handicap.

170 HORS FRONTIÈRES À LOUER
\*\*\* PARIS \*\*\*
XVe superbe appart. 3 1/2 meublé ancien, 1 équipé, 2-4 pers. parc. Dép. sem./mois. (450) 968-0262

177 GÎTES, SÉJOURS ET COUETTES / CAFÉ
BIENVENUE CHEZ ZOË
Le gîte touristique Chez Zoë, sis en plein Plateau Mont-Royal (Parthenais/Gilford) à Montréal, vous offre un hébergement sans fumée, personnalisé (vous êtes le seul hôte), dans une magnifique maison des années 30 décorée d'œuvres d'art. Salle de bain privée, salon partagé, déjeuner complet, reçu. Deux chaises en résidence. 75\$ simple, 90\$ double.

560 ENTRETIEN, RÉNOVATION
RÉNOVATIONS de tous genres. Satisfaction garantie. Prix raisonnable. 598-1100(Jean)

575 DÉMÉNAGEMENTS
G. JODOIN TRANSPORT INC.
Déménagements de tous genres. Spécialité: appareils électro-ménagers. Assurance complète. 253-4374

LES ENFANTS DU MONDE ONT BESOIN DE VOTRE AIDE
FONDATION JEUNES ET SOCIÉTÉ
▲ comme coopérant
▲ comme bénévole
▲ comme donateur
(514) 387-2541, poste 240
Nous vous aiderons à les aider
www.monde.ca

FONDATION MARIÉ-VINCENT
WWW.MARIEVINCENT.ORG
1 888 581-2433

# • CULTURE •

THÉÂTRE

## Pernicieux consensus

ELLE EST LÀ

De Nathalie Sarraute. Mise en scène: Christiane Pasquier. Dramaturgie: Marie Claire Lanctôt Bélanger. Scénographie: Louise Campeau. Costumes: Ginette Noisueux. Lumières: Martin Labrecque. Musique: Robert Normandeau. Avec Daniel Gadouas, Claude Lemieux, Jean Marchand et Danièle Panneton. À l'Espace Go jusqu'au 15 février.

HERVÉ GUAY

Rien de plus culturel, de plus français au fond que le Nouveau Roman tel qu'incarné par Nathalie Sarraute. Quelle autre société est à ce point surdéterminée par le langage, par le pouvoir qu'il génère sur les autres? Quelle autre culture est animée en la matière d'un désir de précision extrême frisant l'obsession? Au Québec, pourtant obnubilé par ce sujet, la langue reste pour l'essentiel une question de société et la recherche du mot précis n'envahit qu'accessoirement les discussions personnelles, particulièrement dans les milieux privilégiés. Mais cela ne revient pas à dire que l'éclairage que l'auteur de *L'Ère du soupçon* jette sur les mots ne présente guère d'intérêt pour nous. Au contraire. Car, au-delà des jeux de société typiquement français que Sarraute sait si bien dépeindre, elle traque l'incertitude qui peut jaillir du langage, sa capacité foncière de déstabiliser l'autre, d'exprimer une différence qui ne se laisse pas aisément détruire.

Il faut dire que Christiane Pasquier a choisi de monter un *Sarraute* particulièrement bien adapté à une société obsédée par le consensus. Or, *Elle est là* décrit plus exactement le besoin insatiable de consensus qui anime H2. Nous en est montré le caractère sournois, insidieux, totalitaire puisqu'à la fin, ce triste être se décide à ramener toutes les vérités à la sienne, seule et unique. Bel exemple d'intolérance qui s'ignore mais qui sera révélée au terme de discussions et de ratiocinations épiques. De plus, la pièce présente un autre trait remarquable: la différence d'opinion y est incarnée par la seule femme du quatuor, ce qui confère du coup à cette divergence, jamais précisée, une caractère inaliénable.

En autant que le spectateur soit sensible à cette attention exagérée aux propos des uns et des autres, il ne devrait pas être déçu par cette descente au cœur des mots.



Jean Marchand

D'ailleurs, ce théâtre n'est peut-être pas aussi inaccessible qu'on le dit puisqu'une veine populaire en est née. Je songe, par exemple, aux succès de Yasmina Reza (*Art*) et, à un moindre degré, à ceux de Eric-Emmanuel Schmidt (*Le Visiteur*). Il reste tout de même que Sarraute n'évite pas les abstractions de peur de perdre en route quelques spectateurs. Nul nom de personnage pour produire d'effet d'identification. Jamais l'objet du désaccord ne sera mentionné pour expliquer pourquoi ces gens-là se méprennent à demi-mots.

Comparativement à *Credo* que Christiane Pasquier a monté l'an dernier à l'Espace Go, *Elle est là* constitue un énorme bond en avant. La direction des comédiens est plus assurée, l'espace, mieux maîtrisé. Ainsi, les acteurs tentent de s'y coincer les uns les autres, de la même manière qu'ils se piègent par les mots. Pour tout décor, Louise Campeau a produit deux murs grisâtres et décalés, évoquant le sempiternel interstice dans lequel se perdent sans cesse ces purs esprits en quête d'ombres.

En fait, je n'ai qu'une seule réserve à émettre. Il m'a semblé qu'en traquant les tensions et les inquiétudes qui sous-tendent cette architecture complexe, Pasquier a parfois eu tendance à les «sur-dramatiser» et à en sous-estimer le côté ludique et fantasque. C'était peut-être le prix à payer pour rapprocher ce texte du public par le recours à une émotion plus brute. La chose paraît confirmée par l'aisance avec laquelle les comédiens se sont appropriés ces expressions toutes faites et ces malaises inopinées. Retenons néanmoins l'essentiel: une mise en garde éloquent et élégante contre la pernicieuse manie du consensus.

Les abonnements aux périodiques sont menacés

## Les cégeps songent à poursuivre RoweCom/divine

PAUL CAUCHON  
LE DEVOIR

La Fédération des cégeps analyse actuellement les recours juridiques possibles contre la compagnie RoweCom/divine alors que 27 établissements collégiaux sont touchés par les difficultés financières de cette entreprise.

De son côté, la Conférence des recteurs et des principaux des universités du Québec (CREPUQ) étudie la situation de près. Les directeurs des bibliothèques universitaires doivent quant à eux se rencontrer le 13 février pour discuter de cette question.

*Le Devoir* révélait jeudi dernier que les bibliothèques québécoises pourraient essayer des pertes totalisant des centaines de milliers de dollars à la suite des difficultés financières de RoweCom, filiale de la firme Divine, une compagnie américaine qui gère les abonnements aux périodiques pour les bibliothèques.

Divine veut se débarrasser de sa filiale RoweCom, qu'elle avait achetée en 2001. En proie à des difficultés financières, il semble que RoweCom aurait empoché en début d'année l'argent des abonnements faits par de nombreuses institutions en Amérique et en Europe mais qu'elle n'aurait ni payé les éditeurs de périodiques ni livré les périodiques en question aux institutions.

Les sommes que RoweCom aurait acceptées en abonnements sans payer les éditeurs varient entre 33 et 80 millions, selon les différentes estimations qui circulent actuellement aux États-Unis.

Jeudi dernier, des informations provenant du réseau universitaire faisaient état de pertes potentielles de centaines de milliers de dollars pour les bibliothèques québécoises. Cette semaine, la Fédération des cégeps indiquait au *Devoir* que les pertes pourraient représenter plusieurs dizaines de milliers de dollars pour le réseau collégial. Toutefois, on ne dispose d'aucune compilation réelle des sommes en jeu pour le moment. À la Ville de Montréal, on a indiqué au *Devoir* que le service des bibliothèques est également touché et que la Ville gère des abonnements à quelque 5000 périodiques. Mais on ignore toujours la part dévolue à RoweCom.

L'Association pour l'avancement des sciences et des techniques de la documentation (ASTED) fait valoir que si RoweCom n'arrive pas à rembourser ses clients, la perte pourrait être «catastrophique», non seulement pour des raisons financières mais aussi parce que les publications scientifiques actuellement manquantes sont essentielles au développement de la recherche chez les chercheurs et les universitaires.

Lundi, on apprenait aux États-Unis qu'une autre grande agence d'abonnements, EBSCO, située en Alabama, a ouvert des négociations pour tenter d'acquiescer RoweCom. On ignore si les clients de RoweCom pourront être remboursés, et par qui. Un comité *ad hoc* de gros clients de RoweCom, formé de quelques éditeurs et bibliothèques, a été institué pour tenter de trouver une solution avec les dirigeants de la compagnie. Pour sa part, Divine, la compagnie mère de RoweCom, fait déjà l'objet de deux poursuites dans l'État de New York.

CONCERTS CLASSIQUES

## Triomphe de Nagano

LES CONCERTS GALA

A. Webern: Passacaille, op. 1; W.A. Mozart: Concert pour piano en do mineur no 24 KV 491; F. Schubert: IXe Symphonie en do majeur, D. 944. Benedetto Lupo, piano; Orchestre symphonique de Montréal, dir. Kent Nagano. Salle Wilfrid-Pelletier, le 28 janvier 2003. Reprise le 29.

FRANÇOIS TOUSIGNANT

Le moulin à rumeurs aidant quant à la possible venue ici de Kent Nagano comme successeur de Charles Dutoit, la salle était comble pour ce concert de l'OSM. Oublions le contexte de recherche de directeur artistique et concentrons-nous entièrement sur la musique. Une première constatation s'impose: il y a longtemps que l'OSM a si bien joué! Dans un programme où dans chaque œuvre la même matrice d'intervalles était sollicitée, Kent Nagano a su faire sortir une unité qui montre la direction de la tradition viennoise sans s'engorger dans la facilité.

Le Webern d'entrée fut une pure merveille. La clarté de la lecture du chef et la précision des musiciens à rendre le moindre détail de ce que le compositeur a noté dans cette œuvre de fin d'études avec Schoenberg a permis de redécouvrir — oui, redécouvrir va être le

leitmotiv de la soirée — comment la musique est intense, belle et claire. Suit le concerto de Mozart, probablement le plus troublant de ceux que Mozart a composés.

L'OSM reste toujours en magnifique forme, le chef «accompagne» et inspire et le pianiste qui, mine de rien, arrive à remuer les entrailles sans aucune ostentation. Tel est le miracle de bien des partitions de Mozart, et tel est celui que nous avons entendu hier. La beauté du jeu perle est indescriptible; la compréhension, elle est bien sensible et procure une émotion un peu déstabilisante. Voilà le propos de ce concerto, applaudissons.

Puis vient la IXe de Schubert. Que dire sinon que cette symphonie a été rendue avec un soin magnifique qui, tout louable qu'il serait en soi, n'apporterait rien sans la vision de Nagano qui fait que tout est dosé sereinement pour mieux parler. À chaque détour de phrase on est surpris; tout à coup on sent quelque chose qui se prépare et, nous tenant un temps en haleine, le chef et l'OSM nous offrent l'aboutissement de la quête qu'il nous ont fait partager.

Voilà ce qui s'appelle une grande interprétation à laquelle le public n'est pas resté indifférent, non plus que les membres de l'orchestre. Un grand concert, c'est cela: l'excellence partout et la communication de ce qu'on veut de mieux. Alors on écrit ces lignes en disant merci et à bientôt.

EN BREF

## Le prix Jacqueline-Lemieux à Bill Coleman

(Le Devoir) — Le Conseil des arts du Canada a annoncé hier que Bill Coleman, danseur et chorégraphe établi à Montréal, était le lauréat du prix Jacqueline-Lemieux de 2002. Le prix Jacqueline-Lemieux est décerné au meilleur candidat du Programme de subventions aux professionnels de la danse du Service de la danse. Il est assorti d'une bourse de 6000 \$. Le prix sera officiellement remis à Bill Coleman, le jeudi 13 février en soirée, au Market Hall Theatre, à Peterborough (Ontario), où le lauréat dansera dans *Varenka*, *Varenka*, nouvelle œuvre de Laurence Lemieux présentée par Peterborough New Dance. Le prix récompense sa contribution importante au milieu canadien de la danse. Bill Coleman est né en 1961 à Berwick (Nouvelle-Écosse).

## Théâtre: remise en question du «modèle québécois»

(Le Devoir) — Une activité fort intéressante est proposée le lundi, 3 février, par les *Cahiers de théâtre Jeu*: une entrée libre sur le «modèle québécois» du théâtre. Autour de l'animateur Michel Vais, Raymond Cloutier, Marie-Thérèse Fortin, Janusz Przychodzen et Jacques Vézina discuteront des avantages et des défauts du système mis en place depuis quelques décennies déjà. Tout cela à partir du constat selon lequel les artisans du théâtre (comédiens, metteurs en scène et techniciens) sont bouculés par des productions fort nombreuses présentées en même temps et vues par un trop petit nombre de spectateurs puisqu'on les joue sur une trop petite période de temps. «Certains condamnent ce modèle considéré comme une fuite en avant [...] d'autres [y voient] une formule stimulante, unique au monde [...] Entre l'enfure et l'originalité, le modèle québécois est-il viable? Le public est invité et l'entrée est libre. Le tout se passe dans le foyer du Théâtre d'Aujourd'hui entre 17h30 et 19h. On se renseigne au (514)875-2549.

## • À LA TÉLÉVISION •

CANAL	18h00	18h30	19h00	19h30	20h00	20h30	21h00	21h30	22h00	22h30	23h00	23h30	minuit
SRC	Ce soir		Virginie	Monde de Charlotte	Le Plateau	Rumeurs	Mon meilleur ennemi	Le Téléjournal/Le Point	Sport	Cinéma / L'ERREUR BORÉALE (4)			
TVA	Le TVA 18 heures	Ultimatum	Poule aux oeufs d'or	Arcand / Juge Ruffo	Les Poupées russes	Emma	Le TVA	Le grand blond... / Romain Sardou	Michel Jasmin (23:32) / Pub (0:17)				
TQ	Macaroni tout garni	Ramdam	Tous contre un	Les Choix de Sophie	Macadam Sud	Le Septième	Les Francs-tireurs / Anne Dorval	La Boîte noire	À la recherche de Louis Archambault	Les Choix de Sophie	Cent Titres		
TQS	Le Journal (17:00)	Flash / M. Lawrence	Fun noir / L. Dussault	...d'une caméra	3 X rien	450, Chemin...	Testostérone	Le Grand Journal	110%	Sexe et Confidences			
RDI	RDI Junior	...Actions	Le Monde	Maison neuve	Clonage	Le Téléjournal/Le Point	Maison neuve	En santé	Le Canada aujourd'hui	Téléjournal			
TV5	Chiffres...	Jrnl FR2	Pyramide	Envoyé spécial		...d'en haut	Extremis, la planète...	Faits divers	Bibliotheca	Journal			
D	Galas Juste pour rire		Missions aériennes	Méga Construction	Biographies / M. Fairchild	Coup de cœur	Métamor.	Copines...	...la vie est un combat	Cinéma			
VIE	Pour la vie!	Copines...	Jeux de société	L'art d'être parent	Vidéo Clips	Exposé	Osbourne	Dollaraclip	M. Net	...attaquent	Vidéo Clips		
MP	Top5...	Exposé	Infoplus	M. Net	Musicothèque / Cat Stevens	... (21:15)	...France	Planète	Musicothèque / Cat Stevens				
MX	Max Musique	...galaxie	Radio Enfer	J. Jackson	Sabrina	Roswell	Réal-TV	...galaxie	... (21:50)				
VRAK TV	...Nanas	Sourire...	Sacré Andy	Fred des...	PorCité	...Bébés	Simpson	Les Griffin	Planète...	Grim & Evil	Simpson	Déchié	Ed, Edd...
RDS	Sports 30	Sports 30	Boxe / Forrest - Mayorga	Sports de combats	JAG	Cinéma / UN HÉROS COMME TANT D'AUTRES (4)	Auteur...	Cirque du...	L'Actors Studio	L'Écumé...			
HISTORIA	L'Histoire à la une	Dynasties rouges	Histoire maritime...	Cinéma / L'ÉTÉ D'AVIYA (4) avec Gila Almagor			Coroner Da Vinci	Histoires gaies	La Firme...				
ARTV	Sol et...	Bandeapart	Pour l'amour du country	Star Trek	Introduction to Culture	Initiation à l'astronomie	Code prioritaire	Star Trek: Deep Space 9	...du réel				
SERIES +	Brigade des mers	...nerdz	...cinéma	Star Trek	Introduction to Culture	Initiation à l'astronomie	L'Univers de la Bible	Entreprises	Astronomie				
CANAL Z	X Files	Apprendre	Billet...	Croisières... du monde	...de Grèce	...Debeur	...l'aventure	Motoneige	Pilot Guides / L'Écosse	Voyage...	Entrada		
C. SAVOIR	Le Monde des affaires	Panorama	Chefs amérindiens	Cinéma / LA DÉCADE	PRODIGIEUSE (4)	Panorama							
EVASION	Aventures Disney...	Access H.	Drew Carey	My Wife...	American Idol	Law & Order	CTV News	News	Open (0:05)				
TFO	...sortilèges	Voit	Wheel of...	Jeopardy	American Idol	Law & Order	CTV News	News	Open (0:05)				
CBC	CBC News: Canada Now	Road Again	This Hour	Music Dream	The fifth estate	The National	National	ZeD (23:25)					
CTV (Mont.)	News	...National	...Chance	E.T.	That '70s Show	Gilmore Girls	Presidio Med	News	Sports	E.T. (0:05)			
GBL	School Bus	The Way...	Planet...	Imprint	Studio 2	Trial and Retribution	Human Edge / Close to Home	News	Planet...	Studio 2			
TVO	School Bus	The Way...	Planet...	Imprint	Studio 2	Trial and Retribution	Human Edge / Close to Home	News	Planet...	Studio 2			
ABC	News	ABC News	Dharma...	Will, Grace	My Wife...	The Bachelor	Celebrity Mole: Hawaii	News	... (23:35)	... (0:06)			
CBS	News	ABC News	Dharma...	Will, Grace	My Wife...	The Bachelor	Celebrity Mole: Hawaii	News	... (23:35)	... (0:06)			
NBC	News	NBC News	Jeopardy	Wheel of...	Cinéma / WAR STORIES avec Lake Bell	Law & Order	48 Hours Investigates	Angel	Seinfeld	Elrimidate	Street...		
FOX	3rd Rock...	Drew Carey	Seinfeld	That '70s...	American Idol								
PBS (33)	The Newshour	Business...	Museums	Livable Landscapes	American Masters / Juilliard								
PBS (57)	BBC News	Night. Bus.	Newshour	Art Express	Christianity								
CTV (Corn.)	News	Wheel of...	Jeopardy	American Idol	Law & Order								
A&E	City Confidential	American Justice	Biography / Bill O'Reilly	American Justice	City Confidential	Third Watch	Biography						
BRAVO	Videos	Road to Avonlea	Playwright	An Evening with...	Cinéma / TOKYO COWBOY (4) avec Hiromoto Ida	Law & Order	NYPD Blue						
DISCOVERY	Guinness...	Daily Planet	Wild Discovery	Rocket Science	Disaster Detectives	Daily Planet	Guinness...						
HISTORY	Sketches...	Odysseys	Tour of Duty	Disaster of the Century	counterSpin	The National	Antiques Roadshow						
NEWSWORLD	BBC News	Bus. News	CBS News	Health...	Cold Squad	Doc / First Impressions	Oz	Cinéma / I LOVE A MAN... (23:10)					
SHOWCASE	This Hour	North of Sixty	Cold Squad	Doc / First Impressions	Oz	Cinéma / I LOVE A MAN... (23:10)							
LEARNING	Bob Vila's Home Again	In the Mind of Con Men	Monster Machines	Junkyard Wars	Escape from... Island	Monster Machines	Junkyard...						
LIFE	Zoo Diaries	Dogs, Jobs	...Homes	...Wheels	Extra	Matchm.	Zoo Diaries	Dogs, Jobs	Extra	...Homes	Matchm.		
TSN	Off, Record	Sportscent.	...Hockey	PGA Golf / Bob Hope Classic - 1re ronde	Sportscentre								
YTV	Spongebob	Fairley...	Moville...	Yu-Gi-Oh	Dragon Ball	Reboot	Zack Files	Radio...	Breaker...	Big Wolf	Addam's...	My Family	... (0:10)
CANAL X	18h00	18h30	19h00	19h30	20h00	20h30	21h00	21h30	22h00	22h30	23h00	23h30	minuit

Classification des films: (1) Chef-d'œuvre — (2) Excellent — (3) Très bon — (4) Bon — (5) Passable — (6) Médiocre — (7) Minable

## NOS CHOIX CE SOIR

Paul Cauchon

### DYNASTIES ROUGES

Début d'une grande série documentaire sur Staline, une production allemande en quatre parties qui contient semble-t-il des documents rares, entre autres sur les procès de Moscou de 1936.

Historia, 19h

### LES CHOIX DE SOPHIE

Toute l'émission est consacrée à l'auteure la plus populaire du Québec, Marie Laberge.

Télé-Québec, 19h30

### PAUL ARCAND

Arcand reçoit la juge Andrée Ruffo, qui parle des agressions sexuelles contre les enfants.

TVA, 19h30

### À LA RECHERCHE DE LOUIS ARCHAMBAULT

Louis Archambault était un sculpteur célèbre, tombé dans l'oubli et rappelé à l'actualité l'année dernière grâce à cet excellent documentaire de Werner Volkmer. Rediffusion ce soir à la suite du décès de M. Archambault.

Télé-Québec, 22h30

### L'ERREUR BORÉALE

Le film de Richard Desjardins est-il toujours aussi actuel? J'ai l'impression que oui. On pourra vérifier ce soir.

Radio-Canada, 23h30

## Le goût du bonheur!

Ce soir 19h30  
Les choix de Sophie

Marie Laberge en cinq temps! Cinq moments forts de sa carrière.

Du café Hydro-Québec du Monument-National

### 20h Macadam Sud

David, décrocheur, se retrouve en plein drame familial. Élise, travailleuse de rue, lui vient en aide.

### 21h Les francs-tireurs

Martineau rencontre une Anne Dorval déchainée. Fatiguée d'être une *superwoman*?

35 ans

Ça change de la télé

Télé-Québec  
telequebec.tv